

Rapport de l'ordonnateur et de l'agent comptable

**Conseil d'administration du
12 mars 2024**

ANALYSE DU COMPTE FINANCIER 2023

Table des matières

L'université d'Aix Marseille	3
Eléments marquants de l'exercice 2023	4
Les Agrégats	6
I – LES OPERATIONS BUDGETAIRES	9
A - Les recettes encaissées (RE)	9
1. La consommation des RE	9
❖ Les RE globalisées	10
❖ Les RE fléchées	12
2. L'exécution des RE	12
❖ Les RE globalisées	13
❖ Les RE fléchées	14
B - Les Autorisations d'engagement (AE)	15
1. Les AE de personnel	17
2. Les AE de fonctionnement et d'investissement	25
3. Les AE de la fondation A*Midex	31
C– Les crédits de paiement (CP)	32
D– Le Solde Budgétaire	35
II- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE EN COMPTABILITE BUDGETAIRE	36
A – Les restes à payer, restes à engager et restes à encaisser	36
B – L'équilibre financier	37
III – COMPTABILITE GENERALE – L'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT ...	37
1. Produits - Recettes de fonctionnement	38
2. Charges - Dépenses de fonctionnement	43
3. Le résultat de l'exercice	48
IV- DIAGNOSTIC FINANCIER.....	49
A– La capacité d'autofinancement	49
B– L'investissement	50
C - Bilan fonctionnel	51
1. Le Fonds de roulement	52
2. Le besoin en fonds de roulement	53
3. La trésorerie	54
4. Les ratios et autres indicateurs	54

L'université d'Aix Marseille

Par définition, le bilan comptable représente la situation patrimoniale et financière à un instant T. Cette photographie est souvent réalisée à la clôture de l'exercice comptable, le 31 décembre. Le bilan fait partie du compte financier. Plus globalement, en comptabilité générale, le compte financier intègre le bilan, le compte de résultat, les annexes, l'inventaire.

La partie comptabilité générale fait l'objet d'un audit légal réalisé par des commissaires aux comptes. Leur mission consiste à s'assurer, avec pour objectif de certifier, que les états financiers sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du patrimoine et du résultat.

Pour l'exercice 2023, et suite à leur audit, les commissaires aux comptes certifient les comptes sans réserve. Il s'agit du plus haut degré de certification.

Par ailleurs, la liasse budgétaire compose également le compte financier.

Le compte financier de l'université d'Aix-Marseille (AMU) comprend divers budgets de rattachement dont :

- le Centre National de Formation en Microélectronique (CNFM),
- l'Institut Interuniversitaire d'Etudes et Culture Juives (IECJ),
- les deux fondations universitaires :
 - La Fondation A*Midex,
 - La Fondation IMERA.
- le Budget Annexe Immobilier (BAIM) destiné à isoler les dépenses et recettes relatives à l'immobilier.

L'Université est ainsi dotée d'un effectif **de 7 836 ETPT au 31/12/2023.**

Le compte financier 2023 est produit conformément au décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Antérieurement au décret GBCP, la soutenabilité budgétaire s'appréciait au regard du compte de résultat qui devait être présenté à l'équilibre et du niveau de fonds de roulement. Cette doctrine ne tenait pas compte de la dimension pluriannuelle des engagements donnés, ni des variations liées à la trésorerie.

Désormais, la soutenabilité budgétaire s'apprécie à partir de données issues des deux comptabilités budgétaire et patrimoniale : les restes à payer ; les opérations pluriannuelles ; le solde budgétaire ; la variation de la trésorerie (fléchée ou non) ; le résultat, la capacité d'autofinancement, la variation du fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

La présente analyse a été conduite à partir des comptes de l'exercice 2019 à 2023 pour la partie comptabilité patrimoniale et 2022 et 2023 pour la partie comptabilité budgétaire.

Ce rapport constitue une version consolidée des éléments d'analyse de l'ordonnateur et du comptable.

Éléments marquants de l'exercice 2023

4 opérations ont été réceptionnées en 2023 :

- Réhabilitation énergétique du bâtiment 5 sur le site Saint Charles à Marseille
- Restructuration des espaces de Recherche sur le site Saint-Jérôme à Marseille
- Création du centre de simulation médicale sur le site Santé Nord à Marseille -SIMMAR (*Une phase déconstruction reste à réaliser en 2024*).
- Réhabilitation des bâtiments A & B sur le site Nord à Marseille

Une campagne d'emplois 2023 moins contraignante que 2022 pour les structures avec la prolongation par la gouvernance des mesures suivantes :

- Titularisation des agents Biatss contractuels.
- Maintien du nombre de promotions PR par la voie de l'article 46 3°.
- Promotion des agents PRAG/PRCE en MCF via l'article 26-I-2.
- Favoriser le recrutement des agents en situation de handicap

Démarrage **contrat d'avenir** (nouveau CPER, 2021-2027) pour 6 opérations structurantes d'un montant global de 107,3 M€ dont 7 M€ cofinancés par AMU.

Complément indemnitaire annuel :

L'établissement a adopté en 2023, l'alignement entre les titulaires et les contractuels de la *part fixe*

Impact pour AMU : +0,7M€

Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a annoncé le lundi 12 juin 2023 un ensemble de mesures visant à bénéficier à tous les agents, en mettant l'accent sur les travailleurs à bas salaires et ceux de la classe moyenne :

- Une augmentation des rémunérations fixes des agents publics, avec une hausse du point d'indice de 1,5% à partir de juillet 2023.
- Une mesure spécifique pour les bas salaires, allant jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires attribués. Ces mesures indiciaires représenteront jusqu'à 7% de progression indiciaire pour un agent de catégorie C entre janvier 2023 et janvier 2024.
- Une prime pour le pouvoir d'achat allant jusqu'à 800 euros bruts. Elle a été versée en décembre 2023 à l'ensemble des agents dont la rémunération est inférieure à 3 250 euros bruts. Cela concerne plus de 4000 agents.
- Le remboursement par l'État de 75% du forfait de transport collectif des agents publics (contre 50% aujourd'hui)

Le financement du ministère pour 2023 est de 2,7 M€ pour une dépense de 5,9 M€ soit un impact de 3,3 M€ pour Aix Marseille Université

La loi de programmation de la recherche, votée pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, a vocation à renforcer l'attractivité des métiers de la recherche en France via le financement et l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

- **En 2023**, dans le cadre de la mise en œuvre du RIPEC, l'établissement a reçu des crédits pérennes permettant d'appliquer l'ensemble des décrets pour 4, M€ dont notamment : **+2,35 M€** de refonte indemnitaire (EC et enseignants du second degré), **0,12 M€** sur les emplois contrats doctoraux).
- Contrats doctoraux (revalorisation), **+0,84 M€**
- Autres (progression des carrières Chaires de professeur junior, repyramidage) : **+0,7M€**

Impact de la **crise énergétique** compensé par l'Etat sur la SCSP en 2023 à hauteur de **5,5 M€**.

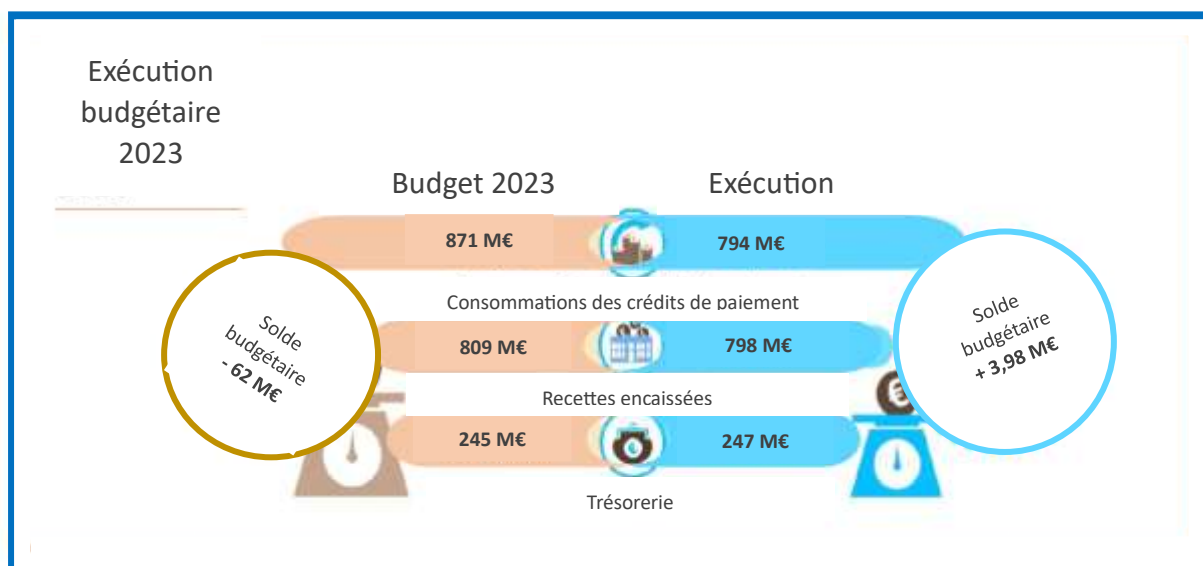
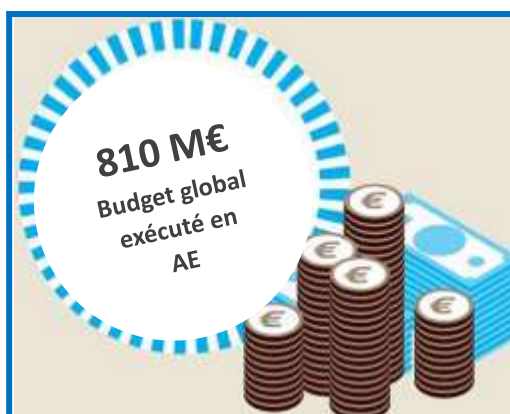
Les dépenses de fluides augmentent de **+7,6 M€** par rapport à 2022

Le **Plan Pluriannuel d'Investissement 2021-2025** d'un montant de **59,4 M€** (dont 41 M€ sur le volet patrimoine) a été actualisé et approuvé lors du Conseil d'Administration de décembre 2023. Ce PPI recense notamment toutes les opérations de GER (gros entretiens rénovation) et d'adaptation de locaux prévues sur 5 ans et financées sur la mobilisation du fonds de roulement d'AMU

Fondation A*Midex

- Déploiement des derniers appels à projets de la feuille de route conforme aux prévisions : 9 appels à projets lancés en 2023
- Démarrage de 146 nouveaux projets pour un total de 26 M€ dont :
- Poursuite du financement et de l'accompagnement de 20 instituts d'établissements, 2 Ecoles Universitaires de Recherche et le programme scientifique de l'IMÉRA
- 10 projets France 2030 ont été conventionnés en 2023 (dont 5 PEPR et PUI PROVENCE)
- Signature du Projet structurant Biocluster : « MIB » : Accélérer le développement de nouveaux anticorps d'immunothérapies contre des pathologies incurables ou très invalidantes => ANR 95,6 M€

Les Agrégats



Au regard des constats dressés en cours d'année à l'occasion du budget rectificatif (BR), **le solde budgétaire ressort finalement positif, à +3,98 M€**. Les recettes de l'établissement s'établissent à **797,7 M€ au 31 décembre 2023 pour un montant total de dépenses à 810,6 M€ en AE et 793,7 M€ en CP**.

Cette évolution tient, d'une part, à un niveau de recettes en deçà des prévisions du BR pour 11,7 M€, mais en progression de +5% soit +37,8 M€ par rapport à 2022.

La **hausse des recettes encaissées** s'explique essentiellement par les effets suivants :

- Une hausse de la subvention pour charges de service public de +26,7 M€, qui s'élève à 563,7 M€ en fin d'année (se référer aux faits marquants : mesures Guerini, LPR, fluides),
- Des financements publics ou de l'Etat en lien avec des projets ou des contrats globalisés pour +2,97 M€ notamment sur des projets financés par l'Union Européenne (Erasmus) ou la Région.
- Une augmentation des versements de financements fléchés (Plan de Relance, A*Midex et CIVIS) de +3,1 M€,
- Des ressources propres en progression : de +3,2 M€, à 61,9 M€ au 31 décembre 2023 avec notamment une hausse des recettes de formation pour 4,6 M€,
- Une augmentation de la collecte de la CVEC suite aux nouvelles modalités d'encaissement : +1,5 M€ pour un total de 4,8 M€ sur 2023.

D'autre part, en dépenses, l'année 2023 a été marquée par une **augmentation globale des AE toutes enveloppes confondues de +6%**, soit +44,5 M€ par rapport à 2022.

Les AE d'investissement financées sur projets ou contrats augmentent de +31,9 M€. Les AE de personnels augmentent de +24,7 M€. Cependant les AE de fonctionnement sont en diminution de -11,9 M€ en lien avec la contractualisation de marchés pluriannuels significatifs en 2022 (gardiennage et nettoyage) ainsi qu'à l'engagement pluriannuel sur les contrats CIVIS.

Les crédits de paiement (CP) ont évolué de +7%, +51,4 M€ par rapport à 2022. Les dépenses décaissées sont toutefois en sous-réalisation de -77,9 M€ par rapport à la re prévision du BR (dont 29,7 M€ en investissement, 26,4 M€ en fonctionnement et 21,8 M€ en personnel).

Ainsi, à l'issue de l'exercice 2023, le montant des crédits exécutés s'élève à :

- **Personnel** : 586 244 178 € en AE et 586 367 096 € en CP ;
- **Fonctionnement** : 122 510 641 € en AE et 124 760 501 € en CP ;
- **Investissement** : 101 840 573 € en AE et 82 560 806 € en CP ;
- **Recettes** : 797 669 528 €.

Le solde budgétaire s'établit donc à +3,9 M€, en amélioration de +66 M€ par rapport au BR 2023.

Les taux d'exécution au regard du BR 2023 sont ainsi les suivants :

- **en AE 90%, dont :**
 - ✓ **96%** pour l'enveloppe de **personnel** ;
 - ✓ **76%** pour l'enveloppe de **fonctionnement** ;
 - ✓ **77%** pour l'enveloppe d'**investissement**.

- **en CP 91%, dont :**
 - ✓ **96%** pour l’enveloppe de **personnel** ;
 - ✓ **83%** pour l’enveloppe de **fonctionnement** ;
 - ✓ **74%** pour l’enveloppe d’**investissement** ;
- **en recettes encaissées, 99%.**

Pour une appréciation complémentaire de la situation de l’établissement, le résultat patrimonial d’AMU détaillé dans le compte financier est de -5 293 K€

Ce résultat, associé au décalage des décaissements sur certains projets en investissement, conduit à un prélèvement sur le fonds de roulement de -11 604 K€. Fin 2023, le fonds de roulement brut s’établit ainsi à 78 711 K€ contre 90 316 K€ à fin 2022. La trésorerie s’établit à 247 374 K€

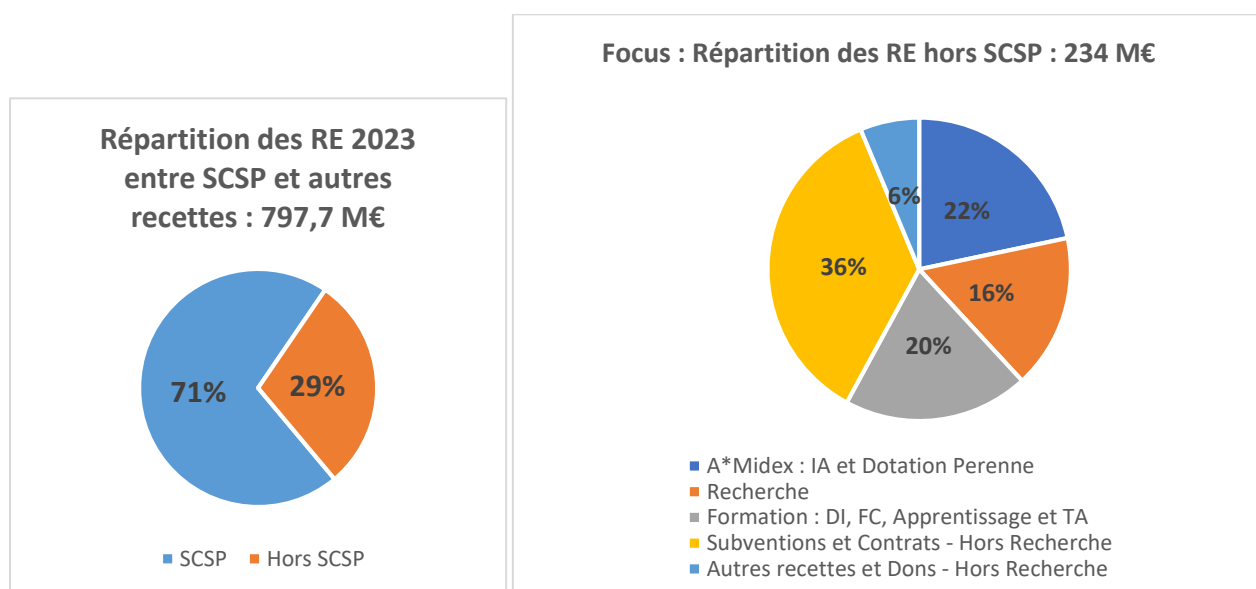
Pour la fondation A*Midex, le taux d’exécution des AE s’élève à 65% et connaît une légère baisse par rapport à 2022 (-5 %). En CP, le taux d’exécution n’est que de 69% et s’explique pour partie par une sous-exécution conjoncturelle des projets lauréats et en particulier des AAP lancés par la fondation (AAP Equipement recherche). On note aussi une sous-exécution des dépenses des Projets France 2030 (65% pour 85% en n-1). Les RE s’exécutent à hauteur de 48 268 K€ (contre 39 546 K€ en 2022).

I – LES OPERATIONS BUDGETAIRES

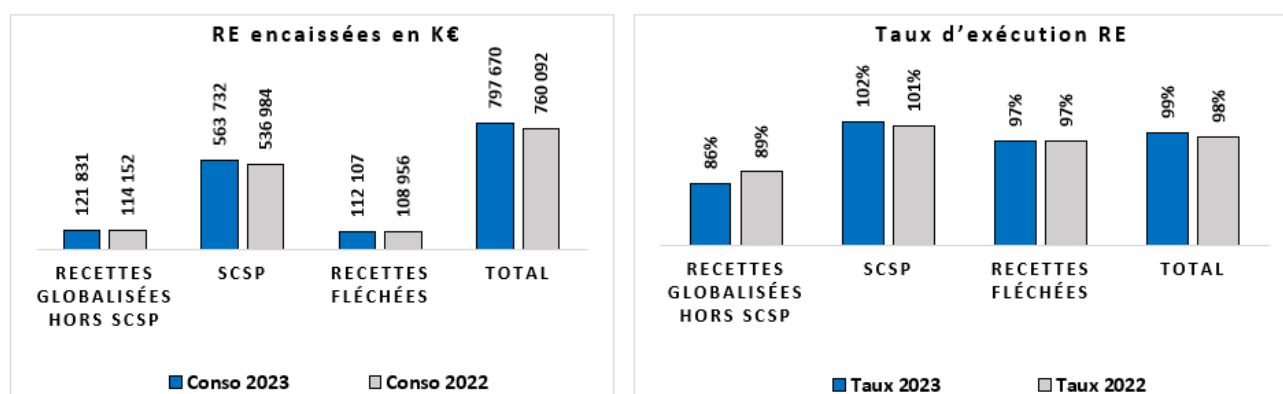
A - Les recettes encaissées (RE)

Les RE constituent les recettes encaissées qui ont été rapprochées d'une facture sur l'exercice concerné.

Les principales sources de financement de l'université d'Aix-Marseille sont constituées par la Subvention pour Charges de Service Public attribuée par le MESRI, les recettes de formation et de recherche, les subventions publiques (Europe, Etat, ANR) et les financements France 2030.



1. La consommation des RE en 2023 s'établit à 797 669 K€ contre 760 092 K€ en 2022, soit une augmentation de + 37 784 K€ (+5 %)



L'exécution des recettes se décompose entre RE globalisées et RE fléchées de la manière suivante :

➔ **685 563 K€ en globalisé**, en augmentation de +34 427 K€ par rapport à 2022 (+5 %)

➔ **112 107 K€ en fléché**, en augmentation de +3 151 K€ par rapport à 2022 (+3 %).

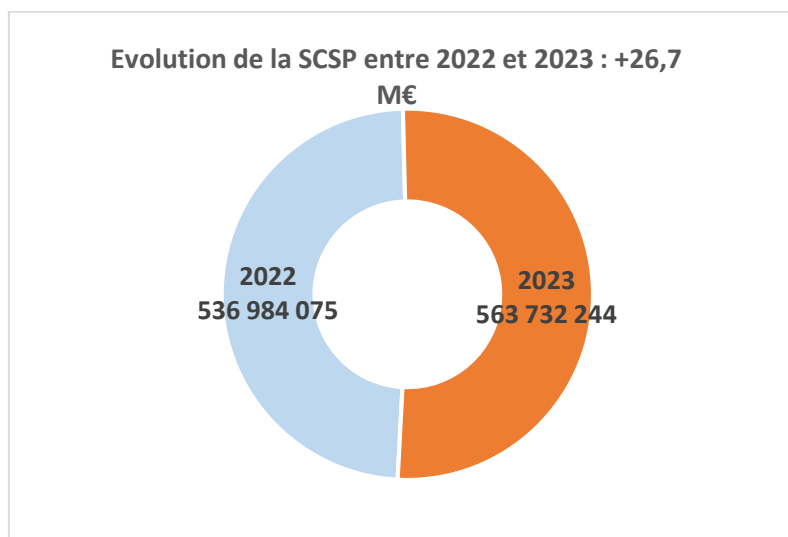
Suite à une délibération du CA du 27 octobre 2015, l'établissement a fait le choix de suivre en « fléchées » les opérations qui ont un impact fort sur les équilibres de la trésorerie, cela concerne essentiellement : le Plan Campus, les opérations CPER, le Plan de Relance et TIGRE, la fondation A*Midex, les contrats de recherche et de formation supérieurs à 1 000K.

Dans le cadre de la mise en place du projet Infinoé l'établissement proposera une évolution du périmètre des opérations fléchées qui connaîtra des modifications sensibles entre 2024 et 2025.

❖ Les RE globalisées

Les RE globalisées progressent de +34 467 K€ soit +5 %, cela s'explique principalement par :

➔ Une augmentation de la SCSP entre 2022 et 2023 de **+26,7 M€ (+5 %)**.



Sur le volet masse salariale, la dotation du MESRI augmente de **+25,7 M€** en 2023.

Cette augmentation s'explique notamment par :

Dotation ETAT : +20,9 M€

- Impact de la hausse de la valeur du point d'indice : **+14,92 M€**
- Loi Programmation Recherche 2023 (refonte indemnitaire, CPJ, revalorisation des contrats doctoraux, repyramidage) : **+4,02 M€**
- Réforme de la formation initiale des enseignants et des conseillers principaux d'éducation pour l'INSPE : **+1 M€**
- Réforme des personnels de santé et services de santé étudiante : **+0,51 M€**
- BUT aide à la 3ème année : **+0,32 M€**

Actions spécifiques : +6,8 M€

- COMP 2023 (2ème tranche) : **+6,55 M€**
- Mesures R-H (S Guerini) financement à 75% du point indice sur plafond ETAT : **+2,6 M€**
- Dispositif apprentissage pour soutenir le recrutement des apprentis : **+0,213 M€**
- Provision pour soutien – centre de dons du corps : **+0,15 M€**
- Crise Covid fin du financement de la prolongation des contrats doctoraux : **-1,1 M€**
- Non reconduction DSG 2 soutien d'actions de transformation structurelle : **-0,7 M€**
- Autres (LPR /Projet Pépite etc..) : **-0,5 M€**
- Indemnité inflation non reconduite en 2023 : **-0,376 M€**

Crédit de masse salariale PLAN DE RELANCE : -1,9 M€

Sur le volet fonctionnement, la dotation évolue de **+1 M€** en 2023, et s'explique notamment par :

- Augmentation de la compensation du surcoût énergétique qui s'élève à 5,5 M€, soit : +1,7 M€ par rapport à 2022 ;
- Diminution des crédits dédiés aux opérations immobilières : -0,3 M€ ;
- Diminution de la prise en charge de la certification en langue anglaise : -0,3 M€ ;

➔ Hors SCSP, les recettes augmentent de **+7,7 M€** dont +5 M€ sur les composantes, +3,6 M€ sur les services communs, -2,6 M€ sur la Recherche et +0,8 M€ sur le BAIM :

- **Concernant les composantes pour +5 M€**, la hausse se situe principalement sur la partie hors projets (+3,6 M€) et s'explique par les recettes de formations (+4,6 M€).

La formation par apprentissage poursuit sa politique de développement : elle augmente de +6,2 M€ ; on peut noter par exemple l'ouverture du DEUST Préparateurs en Pharmacie pour +1,2 M€ et par l'encaissement du reliquat historique du CFA pour 2,6 M€. Les autres recettes de formations diminuent de -1,2 M€ pour les diplômes propres et de -0,4 M€ pour la Formation Continue.

A l'inverse, les recettes de Taxe d'Apprentissage (-0,295 M€) et les subventions d'exploitation (-0,542 M€) en lien avec la fin de la Subvention du Conseil Départemental 13 pour l'IUT (-0,287 M€) et des autres subventions pour la Faculté des Sciences Médicales et Paramédicales (SMPM) (-0,233 M€).

Sur les projets, les encaissements augmentent de +1,4 M€ lié principalement aux Subventions Région (+2,2 M€) de SMPM dans le cadre du financement des IFSI Universitaires et de l'Institut de formation en Masso-kinésithérapie (IFMK). Ce montant est compensé par une baisse du financement par l'AP-HM des maîtres de stages (-0,8 M€).

- **Concernant les services communs, la hausse se situe principalement sur les projets (+3,8 M€)** avec + 3,6 M€ sur les projets Européens dont +2,2 M€ liés au premier versement pour le projet Europhotonics 2 (hébergé par Sciences).

Hors projets (-0,3 M€), on peut constater une baisse des recettes de la Région sur le SFPC (-0,387 M€) suite à la fin des dispositifs d'AAP qui remplaçaient le Programme Régional de Formation (PRF).

- Les financements de **l'activité contractuelle recherche** sont en diminution de **-2,6 M€**. Cela concerne les financements ANR à hauteur de (-2,4 M€), en effet les recettes de fin d'année 2023 glissent sur le premier semestre 2024 entraînant une baisse des recettes en 2023. Cependant on note une augmentation des subventions de l'Union Européenne qui correspond aux financements anciennement gérés par la filiale (+1 M€).
- Une variation à la baisse de 3,2 M€ des frais de gestion (FG) issus de la fondation A*Midex par rapport à 2022 suite à la régularisation du stock de frais de gestion en 2022 ainsi qu'une diminution des dépenses réalisées des projets France 2030 en 2023.

Nature des dépenses	Montant des FG (en K€)
FG 15% sur dotation annuelle 2023	3 840
FG France 2030	689
CISAM	58
Ressources propres dont Chaire santé CMA-CGM	93
TOTAL	4 680

- **Concernant le BAIM pour 0,8 M€**, l'augmentation se situe surtout sur des recettes de la DEPIL DDPI pour + 1 M€ en lien avec des opérations de travaux (UMS sport santé, laboratoire P3 à Timone, VRD et signalisation sur Luminy, aménagements extérieurs St Jérôme, CMI Château Gombert).
- On note également des augmentations de recettes de location en lien avec la CISAM (+0,3 M€), des recettes complémentaires pour la FSS qui développe un partenariat avec la ville d'Aubagne (+0,2 M€) suite à l'ouverture d'une mention complémentaire. En revanche, en raison de l'absence de cessions sur 2023, ces dernières diminuent de -0,5 M€ lié à la vente en 2022 d'un bâtiment à la Canebière.

❖ Les RE fléchées

Les RE fléchées progressent de + 3 151 K€, soit + 3 %. Cela s'explique par :

- ➔ Une baisse des recettes de l'Union Européenne (-12,9 M€) provenant principalement de l'échéancier d'encaissement prévu par les conventions de financements dont : CIVIS 2 (-5,8 M€), des contrats ERASMUS portés par l'UFR Sciences (-5,6 M€), mais aussi des contrats de mobilité de la DRI (-2,4 M€).
- ➔ Une augmentation des recettes A*Midex (+8,3 M€) : les encaissements sur les projets France 2030 ont augmenté de (+5,5 M€) en 2023 par rapport à l'exercice 2022 avec des nouveaux projets lauréats France 2030 (PEPR, AAP CMA, BOOSTER). On note aussi l'encaissement des échéances 2022 et 2023 en 2023 pour les projets France 2030 TIGER (2,3 M€) et IDEAL (1,9 M€).
- ➔ Une augmentation des recettes au titre des opérations immobilières **(+5,8 M€)** s'expliquant principalement par la hausse des encaissements du Plan de Relance à hauteur de 26,7 M€ (+7,9 M€). Les versements du MESRI (hors SCSP) sont reçus à chaque justification et comprennent une avance pour futurs travaux. Cette hausse est compensée par une diminution de -2,2 M€ sur les financements CPER/contrat d'avenir.
- ➔ L'apurement d'anciennes facturations sur les opérations CPER (solde des opérations) en 2022 a désormais un impact positif de **+3,8 M€**.
- ➔ Une diminution des recettes contractuelles de recherche en investissement **(-2,4 M€)** : cette diminution est attribuable à la sous-réalisation des projets arrivant à terme en 2023, tels que la CHAIRE ALBUM, la recette ajustée aux dépenses est diminuée d'autant. Elle s'explique aussi par le décalage des dépenses pour des projets comme NEUROTIMONE et CE2M. En effet les dépenses engagées en fin d'année sont décaissées sur l'exercice suivant, les justificatifs déclenchant les appels de fonds, ne peuvent pas encore être établis et glissent également sur l'exercice suivant.

2. L'exécution des RE sur l'exercice 2023 s'élève à 797 669 K€ contre 809 594 K€ votées au BR, le taux d'exécution s'élève à 99%.

Cela représente **11 718 K€ de prévisions d'encaissements non réalisées**, à savoir 8 733 K€ en globalisées et 2 984 K€ en fléchées.

❖ Les RE globalisées

Le taux d'exécution des recettes encaissées globalisées s'élève à 99 % en 2023, soit **-8,7 M€ non encaissées** ; qui s'explique par :

- Les ressources de la SCSP supérieures aux prévisions budgétaires **(+10,4 M€)** en raison notamment du premier versement du fonds de compensation du surcoût énergétique (+5,5 M€ affectés au BAIM) et de la hausse de la dotation masse salariale (+4,4 M€) dont +2,7 M€ relatifs aux mesures RH (point d'indice et prime pour les bas salaires).

Hors financement de la SCSP, les ressources sont exécutées à hauteur de 86 %, soit 19,2 M€ non encaissés, qui s'explique par :

- La Recherche pour **10,5 M€** dont les encaissements de l'activité contractuelle sont inférieurs aux prévisions budgétaires (-7,7 M€) et s'expliquent principalement par le report des échéances de facturation de fin d'année 2023 au premier semestre 2024. Les autres encaissements non réalisés provenant de la valorisation.

➔ Les ressources propres des composantes et services centraux sont inférieures au budget prévisionnel à hauteur de **-5,2 M€** :

- **Sur les composantes**, on relève un sous-encaissement de **-3,1 M€**, principalement sur les recettes de formations hors projets pour 1,4 M€ en lien avec les diplômes propres et des contrats d'apprentissage, ce non encaissement est amélioré par l'encaissement en recettes au niveau des composantes des reliquats historiques de CFA. Mais aussi des Autres Subventions non perçues pour les montants attendus à hauteur de 1,8 M€ notamment sur les maitres de stage de SMPM (-1,1 M€).
- **Sur les services centraux**, **2,1 M€ n'ont pas été encaissés**, principalement sur :

Les frais de gestion A*Midex prévus pour 6,7 M€ sont en sous réalisation de **-2,2 M€ sur le volet France 2030 pour lequel** ils sont calculés sur la base des dépenses exécutées.

Les Droits d'Inscriptions sont sous réalisés pour **-0,6 M€** :

- La prévision de DIN à 7,9 M€ est exécutée à 7,3 M€ soit -0,6 M€
- Les droits différenciés prévus à 0,993 M€ se réalisent à 1,2 M€ soit +0,207 M€, les exonérations s'élèvent à 12,3 € pour 2023
- Les redevances prévues pour 1,6 M€ se réalisent à 1,4 M€ soit -0,2 M€.

A noter, des recettes correspondant à un reliquat historique du CFA ont été budgétisées sur les services centraux à hauteur d'1 M€ mais réalisées finalement sur les composantes au budget principal.

Les encaissements au titre de la CVEC sont supérieurs de +1,8 M€ par rapport à la prévision suite au changement du rythme des encaissements depuis 2023.

➔ Les ressources sur le BAIM sont inférieures au budget prévisionnel à hauteur de **-3,3 M€** : la formation par apprentissage n'a finalement pas été affectée au BAIM mais a été titrée sur le budget principal (-2,4 M€) d'autre part, des recettes de refacturations et de location sont en sous exécution de 0,39 M€.

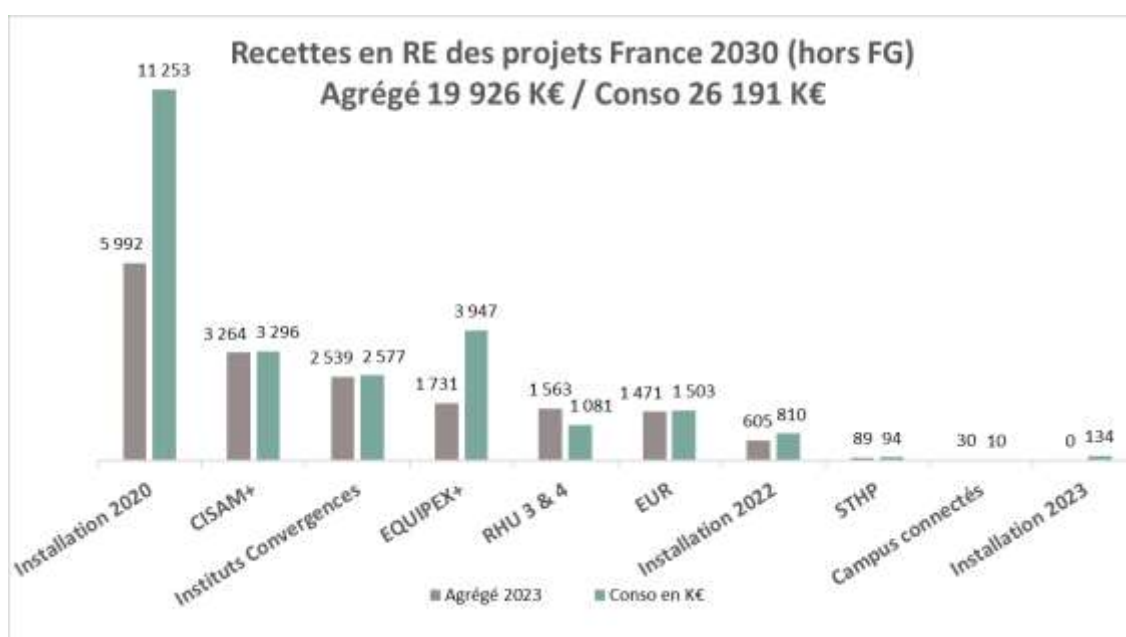
❖ Les RE fléchées

Le taux d'exécution des recettes fléchées s'élève à 97 % en 2023, soit **-3,2 M€ non encaissés** principalement sur le BAIM (-5,8 M€), la Recherche (-3,2 M€) et les services commun (-1,2 M€).

➔ Sur la fondation A*Midex les encaissements sont supérieurs aux prévisions **(+7,2M€)**.
Les principales sources de financement de la fondation A*Midex sont constituées par les projets France 2030 (65 en cours pour 26 M€) ainsi que les intérêts de la dotation pérenne non consommable (21,7 M€ hors frais de gestion).



Les recettes complémentaires portent sur les projets France 2030 et en particulier les projets Equipex+, ainsi que TIGER et IDEAL pour lesquels les échéances 2022 et 2023 ont été versées en 2023 (retard versement ANR) ainsi que des encaissements pour les nouveaux projets lauréat France 2030 à hauteur de 1 M€ (BOOSTER, AAP CMA, PEPR).



Concernant les projets France 2030, les versements perçus ne correspondent pas toujours aux échéanciers prévus des contrats et peuvent faire l'objet de décalages d'un exercice à l'autre (soit décalage au premier semestre suivant soit liés à la mise en œuvre tardive de conventions de reversement lorsqu'AMU est partenaire).

Par ailleurs la sous-exécution des dépenses impacte le montant des frais de gestion prélevés qui sont calculés chaque année à hauteur des dépenses réalisées. La part de la recette correspondant aux frais de gestion est affectée au budget de l'établissement **(-0,6 M€)**.

➔ Sur le BAIM, les encaissements sont non réalisés pour **5,8 M€** :

- Cela s'explique principalement par le nouveau CPER 2022-2027 (-2,3 M€), en lien avec l'opération Paramed. En effet les nouvelles règles de paiement des financeurs, qui n'étaient pas connues lors de l'établissement du BR, sont moins favorables que précédemment. Peu d'avances ont été allouées à la signature des conventions. Les paiements se feront dorénavant en majorité sur justification de dépenses pour le Conseil Départemental, le Conseil Régional et en grande partie pour MAMP.
- Dans le cadre du CPER 2, on constate aussi un décalage du démarrage des travaux en 2024 et donc des encaissements prévus pour l'opération Montperrin (0,7 M€).
- Par ailleurs, la vente du Site St Pierre prévue dans le cadre de la valorisation n'a pas été concrétisée sur l'exercice pour 1,1 M€.
- Les recettes de l'opération « Chambre Calorimétrique » financée par A*Midex n'ont pas été reçues par la DEPIL (-0,8M€).

➔ Les encaissements de l'activité contractuelle recherche sont inférieurs aux prévisions budgétaires **(-3,2 M€)**. Cette situation s'explique principalement par le démarrage tardif des projets, ce qui entraîne un décalage des encaissements (SCIRIUS -1,3 M€) et la production des bilans financiers de fin d'année pour lesquels les encaissements seront perçus en 2024 (SPORT & NEUROTIMONE -1,9 M€).

➔ Concernant les services communs, cela provient d'un contrat ERASMUS hébergé par SMPM (AI and Health) ayant débuté en 2023 mais pour lequel le premier encaissement prévu (-1,7 M€) n'a pas été reçu.

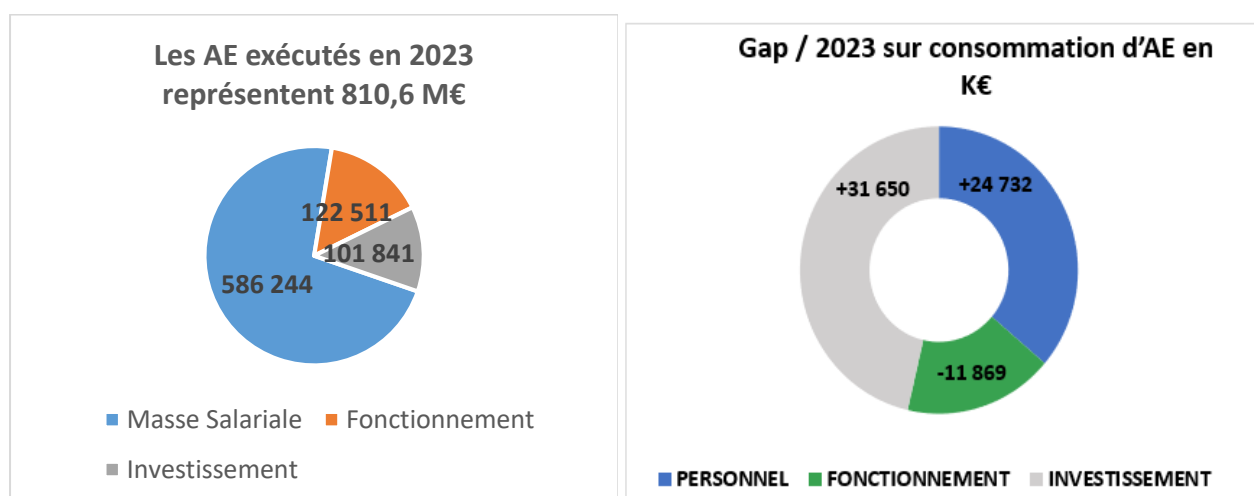
B - Les Autorisations d'engagement (AE)

Les AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peut être engagée sur l'exercice.

L'exécution des AE en 2023 s'établit à 810 595 K€, soit - 91 283 K€ par rapport au BR 2023.



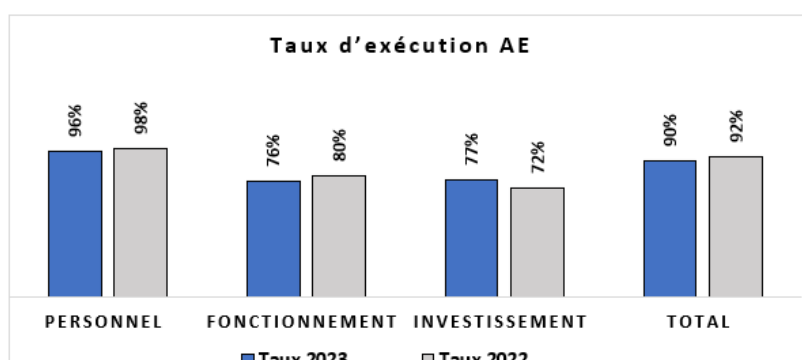
L'exécution des AE en 2023 s'établit à 810 595 K€ contre 766 083 K€ en 2022, soit une augmentation de +44 513 K€ (+6 %).



Cette hausse s'explique par les effets suivants :

- Une forte progression des engagements en investissement (+31,6 M€) provenant des projets à hauteur de +31,9 M€.
En effet, sur le BAIM la hausse des AE (+26,3 M€) est liée aux avancements des opérations Plan Campus de la Pauliane et du Grand Hall (+49,7 M€), alors que les engagements diminuent de -19,6 M€ sur le Plan de Relance.
Concernant la Recherche, la hausse des engagements de 7,3 M€ sur les projets financés est en lien avec leurs avancements.
- Une hausse importante des AE de personnel par rapport à 2022 (+24,7 M€) mais un taux d'exécution plus faible par rapport à 2022 (22 M€ non engagés en 2023 contre 8,9 M€ en 2022).
- Une diminution des engagements en fonctionnement (-11,9 M€) principalement sur le hors projets pour -7,6 M€ particulièrement sur le BAIM (-8,49 M€) où nous constatons des diminutions en lien avec l'engagement des marchés de nettoyage et de gardiennage qui ont eu lieu en 2022 (-17,3 M€), compensé par une augmentation des dépenses de Fluides (+7,6M€).
Sur projets, la diminution reste significative (-4,2 M€). Elle provient de l'engagement pluriannuel en 2022 des versements aux universités partenaires sur le contrat CIVIS 2 (ERASMUS) pour -10,8 M€. A l'inverse, nous notons une hausse sur A*Midex (+3 M€) et sur l'opération Pauliane du Plan Campus (1 M€).

Le taux d'exécution du budget 2023, se dégrade de -2 % : 90 % contre 92 % en 2022.

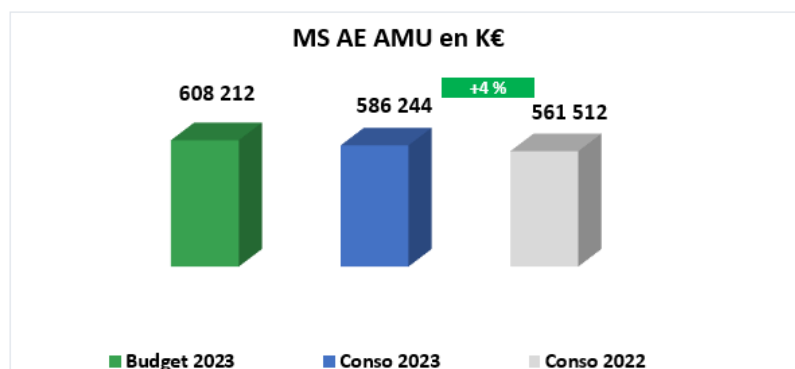


Ce taux s'améliore sur l'enveloppe d'investissement à 77% contre 72% en 2022 (+5 %) contre un effet inverse sur le fonctionnement avec un taux d'exécution à 76 % au lieu de 80 % en 2022 (-4 %).

1. Les AE de personnel

❖ Evolution de la Masse Salariale et des emplois (ETPT – équivalent temps plein annuel travaillé)

L'exécution de la masse salariale (AE=CP) se décompose comme suit en exécution 2023 :



➤ Evolution pluriannuelle des dépenses de personnel de 2020 à 2023

	2020		2021		2022		2023		Evolution 2023-2020			
	ETPT	MS (K€)	ETPT	MS (K€)	ETPT	MS (K€)	ETPT	MS (K€)	ETPT	MS (K€)	ETPT	MS (K€)
BIATSS	3 171	160 313	3 245	164 102	3 304	174 304	3 340	183 835	168	5,3%	23 522	14,7%
ENSEIGNANT	4 370	352 001	4 420	358 521	4 456	372 301	4 496	387 173	127	2,9%	35 172	10,0%
Vacataires et Contrats Etudiants		11 846		13 709		14 077		14 455			2 609	22,0%
Autres dépenses de Masse Salariale (SIFAC)		917		1 002		830		782			-135	-14,8%
TOTAL	7 541	525 077	7 665	537 334	7 760	561 512	7 836	586 244	295	3,9%	61 168	11,6%

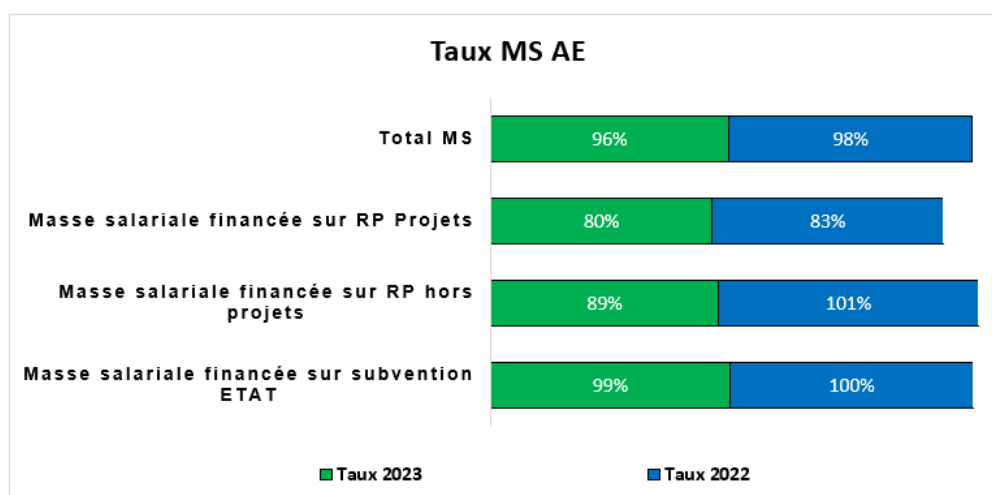
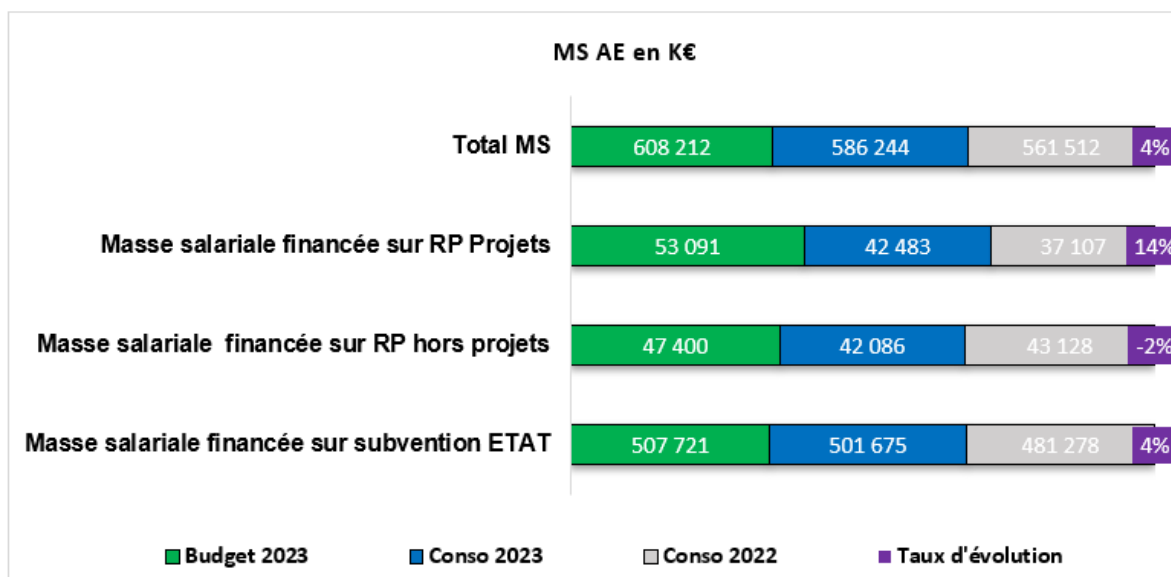
Entre 2020 et 2023, la masse salariale a augmenté de 11,6% (+61,2M€) et les ETPT de 3,9% (+295 ETPT). Ces évolutions sont issues de facteurs impactant la rémunération et les mouvements d'agents (Campagnes d'Emplois, Projets Financés, A*Midex, Doctorants Contractuels...) et de facteurs impactant principalement la masse salariale (GVT, grilles PPCR, politique indemnitaire (LPR), hausse de la valeur du point d'indice, hausse du SMIC, mise en œuvre du CIA...).

	Réalisé 2023	Réalisé 2022	Variation	Evolution % 2023/2022
Masse salariale globale	586 244 K€	561 512 K€	24 732 K€	4,4%
Masse salariale hors A*midex et recherche	548 594 K€	528 260 K€	20 333 K€	3,9%

➤ Evolution globale de l'exécution des dépenses de personnel et des emplois entre 2022 et 2023

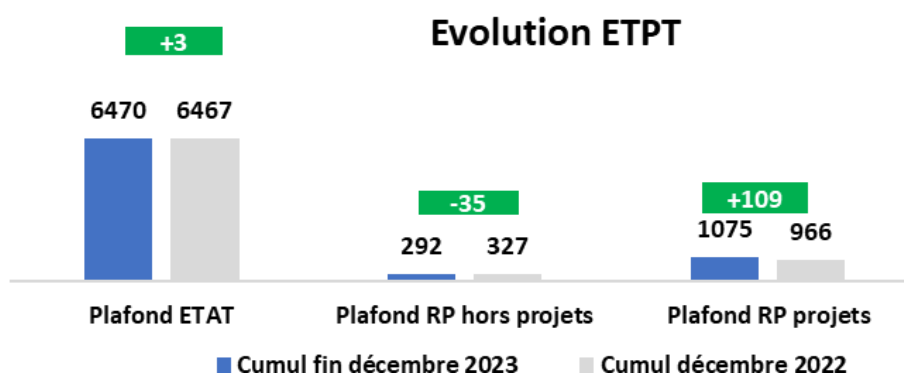
De manière globale, l'évolution de la masse salariale entre 2022 et 2023 est de l'ordre de 24,7 M€ soit une évolution de +4,4 %.

Cette évolution de 24,7 M€ se décompose selon les strates suivantes :



Les ETPT consommés en 2023 sont de **7 836** contre 7 760 en 2022, soit une hausse de 76 ETPT (+0,99%).

Les emplois se composent du plafond Etat et du plafond ressources propres (financées et non financées).



	Moyenne à fin décembre 2022	Moyenne à fin décembre 2023	Evolution ETPT 2022/2023	Evolution % 2022/2023
Agents sur support Etat	5 941	5 945	4	0.05%
Contractuels Doctorants	525	524	-1	-0.11%
ETPT Financement Etat	6 467	6 470	3	0.10%

Sur le plafond Etat, le nombre d'ETPT a augmenté de 3 ETPT, dont 4 ETPT sur les agents sur support Etat et -1 ETPT sur les contractuels doctorants.

Dépenses Décaissées	2022	2023	Evolution 2023/2022	Evolution % 2023/2022
Agents sur support Etat	463 400 K€	482 033 K€	18 633 K€	4,02%
Contractuels Doctorants	17 878 K€	19 642 K€	1 764 K€	9,87%
Financement Etat	481 278 K€	501 675 K€	20 397 K€	4,24%

Cela représente une hausse de 20,4 M€.

➔ Contractuels doctorants

Concernant les contractuels doctorants, à effectif stable (-1 ETPT sur 2023 par rapport à 2022) une hausse de 1,7 M€ est constatée. Dans le cadre de la LPR, de nouveaux emplois contrats doctoraux ont été créés. De plus, le salaire mensuel des nouveaux doctorants sur financement ministériel a, de nouveau, été revalorisé à la rentrée 2023.

➔ Agents sur support Etat

Concernant les agents sur support Etat, plusieurs facteurs expliquent cette variation :

➤ Effets « ETPT et masse salariale » : +1M€

- Extension Année Pleine de la campagne d'emplois 2022 (remplacement de 9 agents sur 10) : **+3,1 M€ d'impact sur Plafond Etat ;**

	Départs 2022	Concours 2022 votés	Créations BMS CE 2022	dont BMS concours	Total voté 2022
BIATSS	90	77	29	10	106
EC	91	105	5	4	110
Total	181	182	34	14	216

L'impact de la campagne d'emplois sur 2023 est de **-1,1 M€**. Les départs en retraite des agents interviennent tout au long de l'année, alors que les ouvertures de concours sont faites sur les 4 derniers mois, voire le dernier mois pour les catégories A. Cela participe au Glissement Vieillesse Technicité (GVT) négatif.

Pour compenser ces 2 dernières campagnes rigoureuses, le taux de prélèvement a été moins contraignant pour les structures que les années précédentes.

- Recrutement loi ORE : **+0,2 M€** Au titre a la loi ORE 2023 une légère hausse des ETPT de +7 (en moyenne sur 12 mois) entraîne une hausse de MS de +0,2 M€ par rapport à 2022.

- EAP départ fil de l'eau 2022 et départs non prévus sur 2023 : le montant lié à l'extension année pleine des départs au fil de l'eau 2022 (58 départs) ainsi que celui lié aux détachements de titulaires remplacés par des contractuels sur 2023 s'élève à **-1,2 M€**.

➤ **Effets de la Masse Salariale : +17,8 M€**

- Extension année pleine 2022 de l'Impact de la hausse du point d'indice sur les agents du plafond Etat (+3,5%) : **+8,2 M€** ;
- Mesures Gouvernementales sur les salaires (Guerini), hausse du point indice, prime pouvoir d'achat, remboursement domicile travail, augmentation sur les bas salaires : **+5,9 M€** ;
- CIA : 3 701 agents ont pu bénéficier de cette prime en 2023 pour un montant total de 3,3 M€ répartis de la façon suivante : part fixe : 1,6 M€ / part variable : 1,7 M€. L'impact de ces éléments s'élève à **+1,4 M€** sur 2023 par rapport 2022, dans ce montant est intégré l'alignement entre les contractuels et les titulaires de la part fixe pour un montant de 0,7M€ ;
- LPR : **+2,7M€** (financés par le MESRI), principalement sous l'effet de la hausse du montant de la PES et PRES ainsi que de la mensualisation du paiement ;
- Non reconduction de la prime inflation (100€ en janvier 2022 pour les salaires nets inférieurs à 2 000€) : **-0,4 M€**.

❖ **Plafond Ressources Propres (RP) hors crédits recherche**

Sur le plafond RP, la baisse des ETPT est de -9. Cela s'explique par une baisse de 35 ETPT sur les composantes et services, atténuée par une hausse de 26 ETPT sur les projets financés.

ETPT annuel	2023	2022	Evolution ETPT 2023/2022	Evolution % 2023/2022
Ressources Propres hors projets financés	287	321	-35	12%
Ressources Propres (projets financés)	220	194	26	-12%
TOTAL	507	515	-9	2%

Dépenses Décaissées	2022	2023	Evolution 2023/2022	Evolution % 2023/2022
Ressources Propres	42 814 K€	41 718 K€	-1 095 K€	-2,56%
Ressources avec projets financés	3 495 K€	4 419 K€	924 K€	26,43%
TOTAL	46 309 K€	46 137 547 €	-171 K€	-0,37%

La baisse des ETPT est en corrélation directe avec la baisse des dépenses de MS sur RP. En effet, est constatée une baisse globale de **-0,2 M€** avec respectivement.

➔ **Nous constatons une baisse de 35 ETPT en moyenne sur l'année 2023 versus 2022 sur les ressources propres hors projets financés.**

Plusieurs facteurs expliquent cette variation de -35 ETPT entre 2022 et 2023 sur plafond RP :

-0,76 M€ sur les HCC décaissées, sans la variation des charges à payer ;

-0,58 M€ sur les vacations qui ont à ce jour remplacé le CIA/PIA et qui décompte du plafond 1 ;

-0,29 M€ sur les contractuels malgré la hausse du point d'indice. Les raisons principales étant le décalage de recrutement et le passage des contractuels CDI sur plafond ETAT (35 passages en CDI durant l'année 2023).

Cette baisse est compensée par la hausse de :

- Rémunérations accessoires +0,39 M€ ;
- CIA/PIA sur ressources propres part variable composantes : +0,035 M€ ;
- Hausse des contrats étudiants +0,11 M€.

➔ **Masse Salariale sur Ressources Propres (Projets financés) avec une hausse de 26 ETPT pour une évolution sur la masse salariale de +0,9 M€.**

Entre 2022 et 2023, nous avons observé une augmentation significative des équivalents temps plein travaillé (ETPT) de 26, portant le total à 9,58 M€, soit une hausse de 15,37%. Parallèlement, la masse salariale a également augmenté de 0,924 M€, représentant une augmentation de 26,43% par rapport à 2022. Cette augmentation est principalement attribuable aux financements suivants :

Une augmentation de 0,2 M€ pour la podologie, financée par FSMPPM.

Une augmentation de 0,17 M€ pour l'IFSI, également financée par FSMPPM.

Une augmentation de 0,060 M€ pour la maïeutique, toujours financée par FSMPPM.

Une augmentation de 0,2 M€ d'euros pour CIVIS, financée par la DRI

L'évolution de +26,43% constatée sur ce périmètre de financement s'explique d'une part, par la hausse des HCC (0,24 M€) et, d'autre part, par une hausse sur les contractuels (+0,76 M€), elle-même induite par un effet prix (hausse du point d'indice) mais également par un effet volume (9,58 ETPT).

❖ **Crédits recherche et A*Midex**

Dépenses Décaissées en K€	2022	2023	Evolution 2023/2022	Evolution 2023/2022 %
Recherche	16 157	17 983	1 827	11,31%
A*Midex	17 073	19 667	2 595	15,20%
Financement contrats de recherche	33 229	37 651	4 421	13,31%

Dépenses Décaissées en K€	2023	Budget Rectificatif	Taux exécution 2023/2022	Ecart
Recherche	17 983	20 303	89%	2 320
A*Midex	19 667	27 120	73%	7 452
Financement contrats de recherche	37 651	47 423	79%	9 772

→ A*Midex



Les effectifs moyens exprimés en ETPT s'élèvent à 426, en hausse de 12% par rapport à 2022 (+45 ETPT).

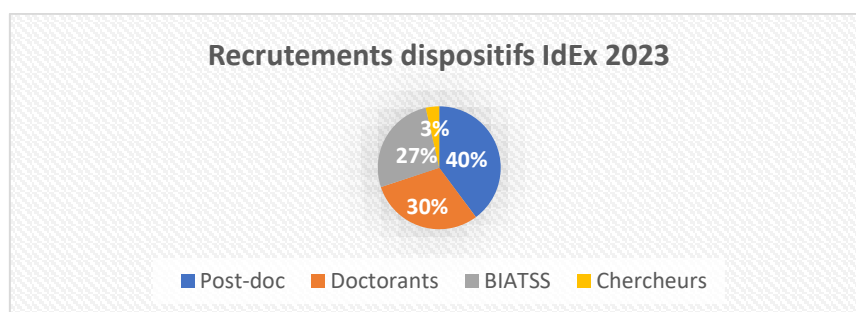
La masse salariale ressort à 19 667 K€, en hausse de 14 % par rapport à 2022 (+2 595 K€).

L'écart conjoncturel sur les projets est lié aux appels qui ne sont pas linéaires.

Sur le volet IdEx, cette année a été marquée par une hausse du nombre de recrutements en lien avec l'activité des instituts d'établissement (48 recrutements) ou des projets lauréats des dispositifs A*Midex (23 recrutements concernent des lauréats de l'appel à projet Interdisciplinarité 2021 ayant démarré au début de l'année 2023, et 9 l'appel à projets Recherche blanc).

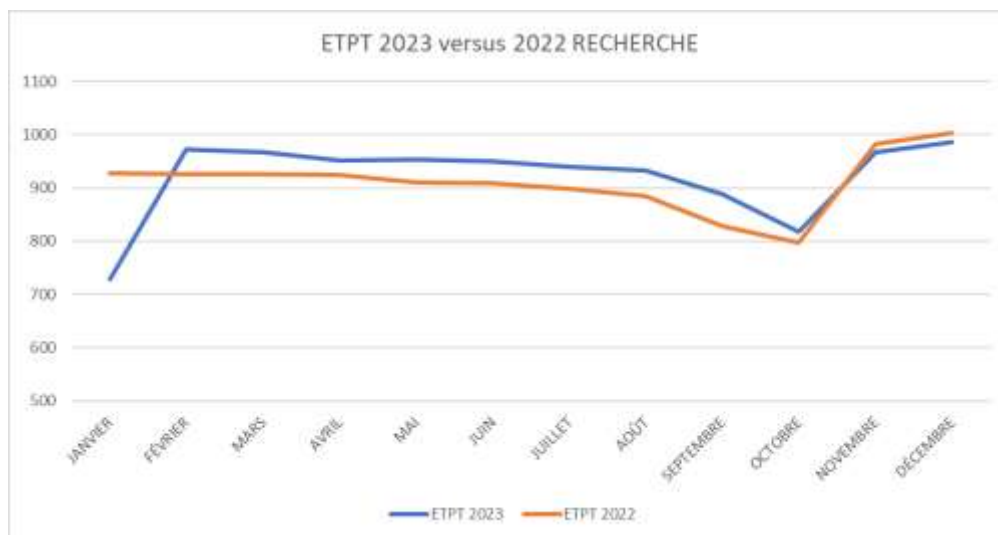
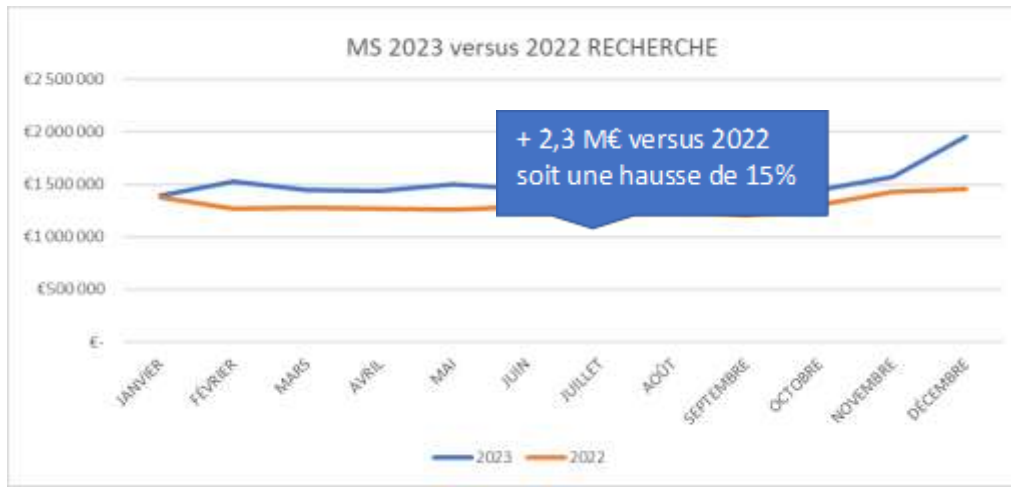
En 2023, il y a eu 113 nouveaux recrutements sur la part IdEx hors fonctions support et renouvellements alors qu'en 2021 selon les mêmes critères il y avait eu 90 recrutements.

65 recrutements ont été portés par des projets lauréats de dispositifs IdEx (Appels à projets ou cofinancements) et 48 ont concerné les instituts d'établissement.



Sur le volet France 2030, il y a eu 171 nouveaux recrutements contre 147 en 2022 hors fonctions support. 74 de ces recrutements concernent l'IC CENTURI (21), l'EUR AMSE (18), le projet CISAM+ (18) et le projet AMPIRIC (17).

➔ Recherche

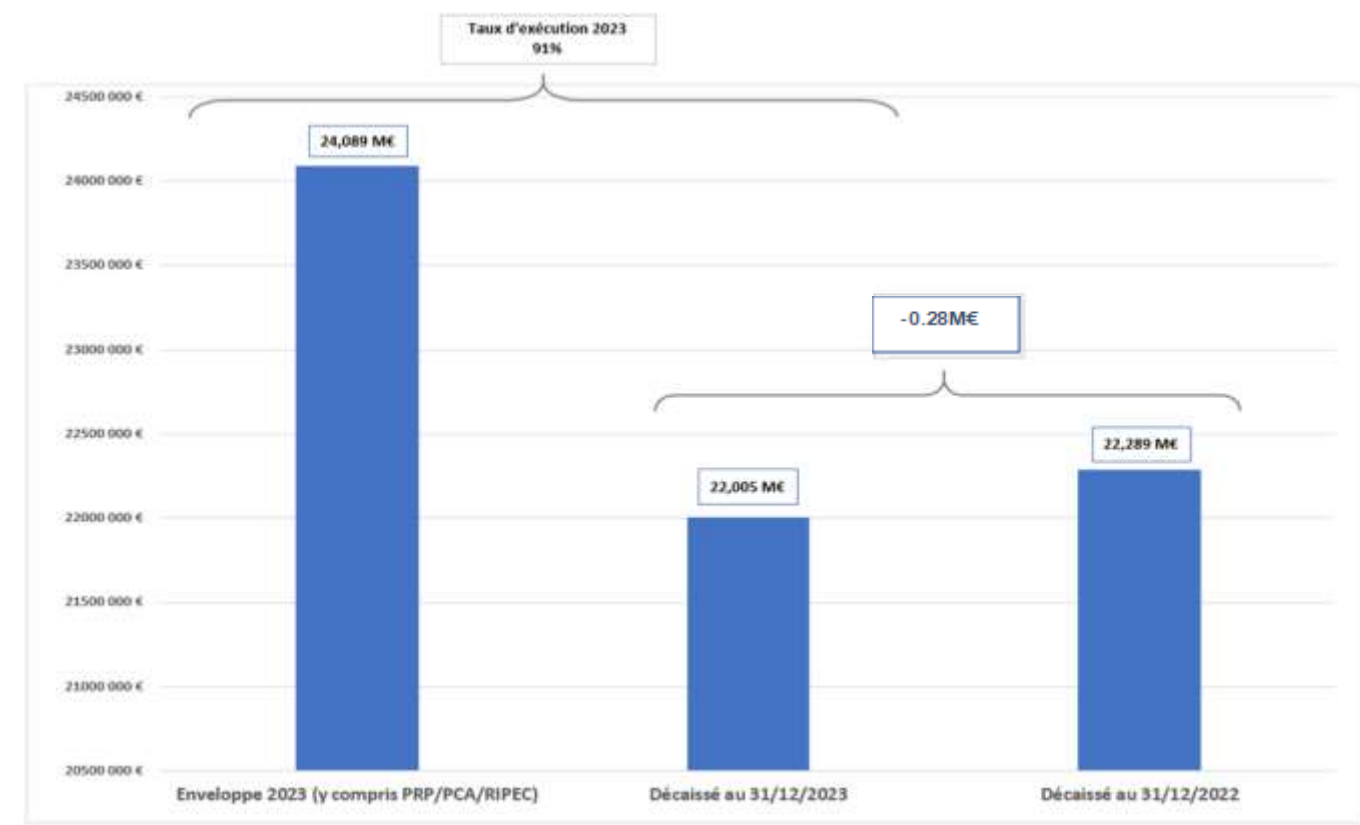


Au niveau du volet recherche, la MS est en hausse de 15%, soit +2,3 M€.

Plusieurs facteurs expliquent cette variation :

- Hausse du versement sur le CIA en lien avec une enveloppe supplémentaire attribuée par le VP recherche pour +0,270 M€.
- Augmentation de +18 doctorants et +15 post doctorants entre 2022 et 2023, cette hausse est compensée par une baisse des contractuels.
- Revalorisation des contractuels doctorants en 2023.
- Enfin, l'extension année pleine des projets 2022 avec un impact positif sur 2023.

➔ Focus sur les Heures de cours complémentaires



Le taux d'exécution 2023 de l'enveloppe est de 91%, soit une sous-consommation totale de 2 084K€. L'enveloppe budgétaire 2023 des heures de cours complémentaires est de 24 089K€. L'exécuté 2023 représente 22 M€ (CAP et PRP/PCA/RIPEC compris), soit une baisse de 0,28 M€ par rapport aux dépenses constatées en 2022.

Cette sous-consommation s'explique :

D'une part, par un excédent budgétaire de 14% entre le BR 2023 et le réalisé au 31 décembre 2023 des composantes. Les composantes ne réajustent pas de manière adéquate leurs budgets alloués aux HCC, que ce soit sur leurs enveloppes globales ou sur les financements spécifiques ;

D'autre part, par l'absence d'enveloppe budgétaire détaillée pour les HCC de la Recherche et d'A*Midex, pour lesquelles les dépenses représentent 0,46 M€. Ces dépenses sont toutefois prévues dans le budget global de la Recherche et d'A*Midex. Par conséquent, en excluant la Recherche et A*Midex, le taux d'utilisation recalculé est de 88%, rendant la sous-utilisation des HCC par les composantes encore plus significatives.

Les étudiants ont été moins nombreux que d'habitude à s'inscrire en TD et certains diplômes universitaires n'ont pas été ouverts.

Augmentation de la déclaration des composantes sur les charges à payer 2023 : heures faites en 2023 avec un paiement sur 2024.

❖ Autres dépenses de masse salariale

Concernant les autres dépenses de masse salariale (FIPH, médecine préventive...), les dépenses ont baissé de 0,3 M€ entre 2022 et 2023, principalement sur les services centraux.

❖ Analyse de l'exécuté par rapport au BR 2023

	Réalisé 2023	BR1 2023	Ecart BR1 23	Evolution % 2023/2022
Masse salariale globale	586 244 K€	608 212 K€	21 968 K€	96,4%
Masse salariale hors A*midex et recherche	548 594 K€	560 789 K€	12 196 K€	97,8%

Le contrat établissement 2018 -2022 préconise de s'approcher d'un taux de réalisation de 99,5 %.

Au niveau de l'établissement, la sous-exécution constatée est de -21,9M€, soit un taux de réalisation de 96,4 %.

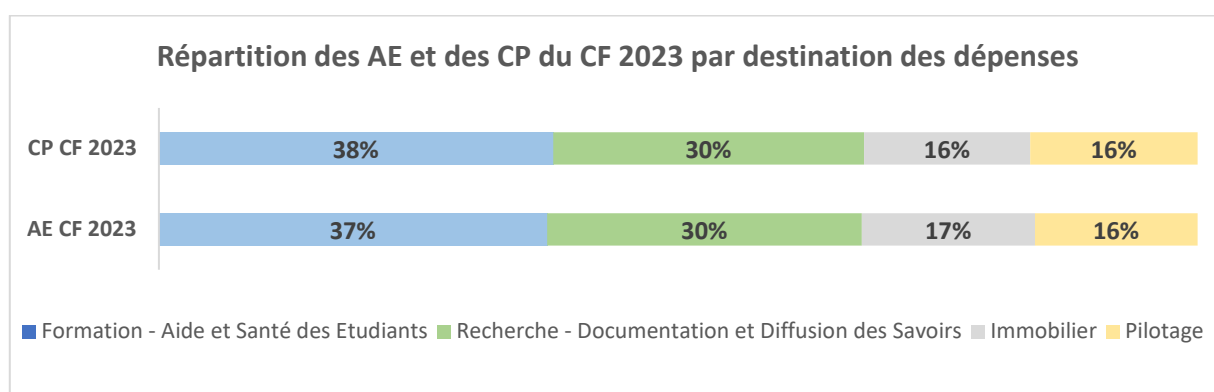
Il est important d'indiquer que cette année il n'y a eu qu'un budget rectificatif et que ce dernier a été préparé avant les vacances d'été.

Les écarts budgétaires par rapport au BR 2023 sont liés aux effets suivants :

- Une sous-consommation budgétaire sur les financements A*Midex et Recherche.
- Une sous consommation de la prime pouvoir achat (proratisation des agents sur la période donnée) ;
- Une sous consommation sur les projets financés hors contrat de recherche ;
- Concours infructueux : (soit 19 concours infructueux) ;
- Heures de cours complémentaires ;
- DIU Inspé : non consommation des crédits ;
- Réforme Santé : non consommation à ce jour ;
- Décalage des recrutements + départs non prévus : -1,2 M€
- Autres crédits de masse salariale : -0,3 M€.

2. Les AE de fonctionnement et d'investissement

Les AE de fonctionnement et d'investissement sont consommées à hauteur de **224 351 K€** contre 204 570 K€ en 2022, en progression de **+19 781 K€, soit +10 %**. Elles s'exécutent à 76 % contre 77 % en 2022, soit -1 % de diminution.

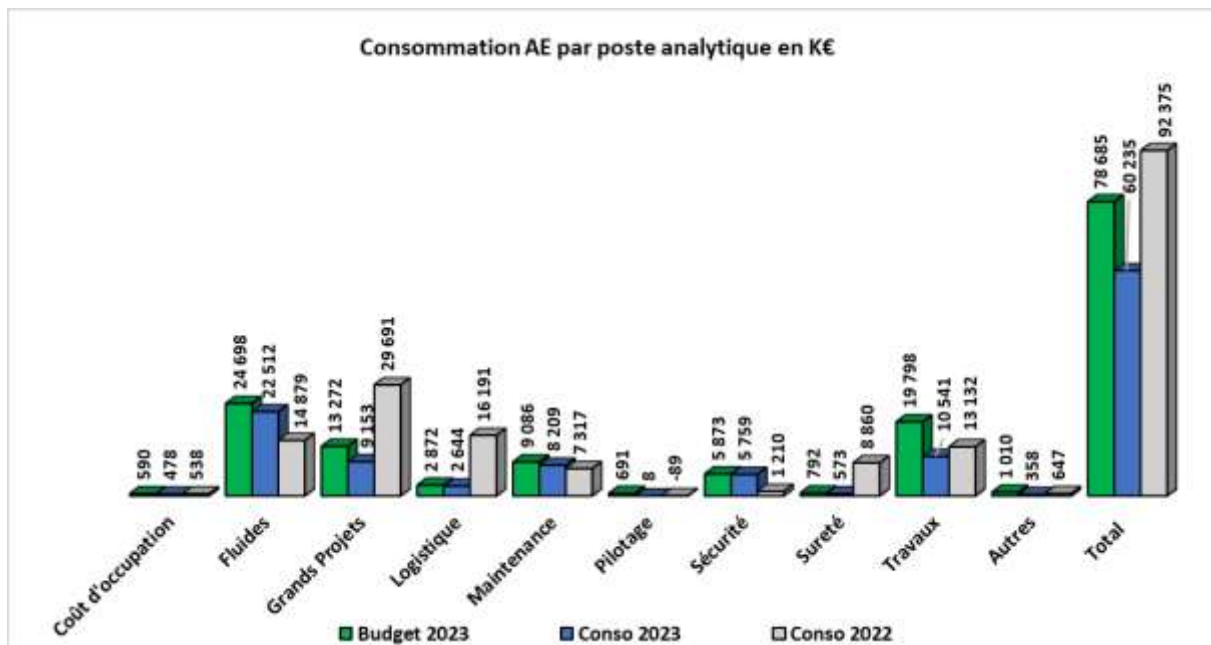


2.1 Les AE de fonctionnement

❖ Exécution de l'exercice 2023 au regard de 2022

Concernant les dépenses de fonctionnement, la consommation diminue de -11 869 K€ de 2022 à 2023 (soit -9 %). Cela s'explique principalement par :

- ➔ La diminution des projets Européens financés, portés par la Direction des Relations Internationales à hauteur de **-9,3 M€** ; premiers versements aux universités partenaires dans le cadre de la nouvelle convention CIVIS 2 en 2022 (-10,8 M€) compensé par le décalage des engagements de la convention de mobilité enseignement supérieur 2022 sur 2023 (+1,2 M€) et les premiers versements de l'ERASMUS AI and Health hébergé par SMPM (+1 M€).
- ➔ Le BAIM (-7,5 M€) particulièrement sur la partie hors projets (-8,5 M€) non engagés :



- **Sur la logistique, -13,5 M€ (-84 %)**, relatif à l'engagement du marché pluriannuel de nettoyage pour 3 ans réalisé en 2022. En janvier 2023, la hausse des tarifs de +6 % du marché a eu une répercussion sur les AE (2,6 M€ engagés sur l'année).
 - Sur la Sécurité : +4,5 M€ lié à l'engagement du marché de sécurité incendie pour 2 années, la dernière année sera engagée sur 2024.
 - Sur la sûreté : -8,3 M€ lié à l'engagement du marché pluriannuel de gardiennage (sûreté des personnes) sur 2 ans en 2022, et qui sera relancé à la fin 2024
 - **S'agissant des fluides, +7,6 M€ (22,5 M€ en 2023 contre 14,9 M€ en 2022)**, impact de la hausse des prix cumulée à une baisse de la consommation sur tout AMU suite à la mise en place du plan de sobriété énergétique. (Cf focus dédié page suivante)
 - **Pour le volet maintenance, +1,2 M€** en lien avec l'impact en 2023 des engagements pour l'opération Eco-Gestion Pauliane du marché de maintenance sur 12 ans pour 1.8 M€. Les coûts de maintenance ne sont pris en charge par les intérêts de la dotation. Ils restent à la charge d'AMU
 - Sur projets, les AE sont en augmentation d'1 M€ liée à l'engagement des marchés GER pour l'opération de la Pauliane dans le cadre du Plan Campus Aix, payés par les intérêts de la dotation.
- ➔ Une hausse des dépenses courantes (hors projets) de plusieurs composantes et services communs (+1,1 M€) liée principalement à l'augmentation des coûts, sur les hébergements et déplacements des enseignants et personnels notamment ; en particulier sur l'IUT (+0,192 M€),

FDSP (+0,154 M€), SMPM (+0,119 M€), Pharmacie (+0,116 M€), FEG (+0,114 M€). Pour les services communs cela concerne la Direction du numérique (0,2 M€) en lien avec les dépenses de logiciels, ainsi que les engagements du Plan de Mobilité Sortante (DRI : 0,1 M€).

➔ Les dépenses de recherche sont stables entre l'exercice 2022 et l'exercice 2023 +0,6 M€ (contrats +0,2 M€ et hors contrats (+0,4 M€) en particulier les MCF, les frais de gestion ouverts en structure.

➔ Augmentation des dépenses de la fondation A*Midex (+ 3 M€), Cf point 3 de cette partie.

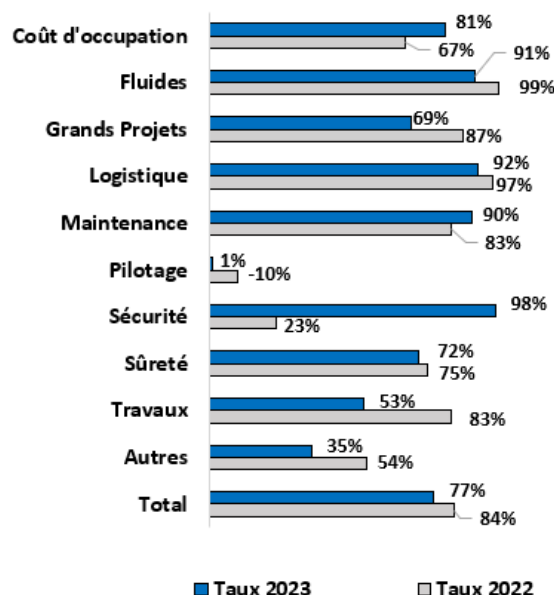
❖ Analyse des crédits non consommés de l'année 2023

Le taux d'exécution des crédits de fonctionnement par rapport au budget voté (76 %) se détériore de -4 % entre les 2 exercices. Cela se constate très majoritairement sur l'exécution relative à des contrats financés et principalement sur les services communs et les composantes.

Avec un taux d'exécution à 76% sur l'enveloppe de fonctionnement, **39,3 M€ n'ont pas été engagés en fin d'année.** Cela s'explique principalement par :

- **Le BAIM à hauteur de 5,6 M€**, provenant principalement des dépenses hors projets dont les fluides non engagés pour 2,2 M€ (baisse de la consommation liée aux actions du plan de sobriété et des travaux de performance énergétique) ; les dépenses des directions patrimoniales (0,9 M€) ; les dépenses des composantes (0,5 M€).

Taux d'exécution par poste analytique



Concernant les dépenses financées sur projets, 1,3 M€ n'ont pas été engagés ; 0,7 M€ sur l'opération Pauliane du Plan Campus Aix ou l'engagement des marchés d'assurance a été décalé début 2024 ; 0,4 M€ sur le CPER contrat d'avenir en raison du décalage des déménagements de l'opération de réhabilitation des « bâtiments 5-7-8 du campus St Charles » (réception décalée en 2024) et des économies sur l'opération financée AMU de relocalisation de SIMMAR.

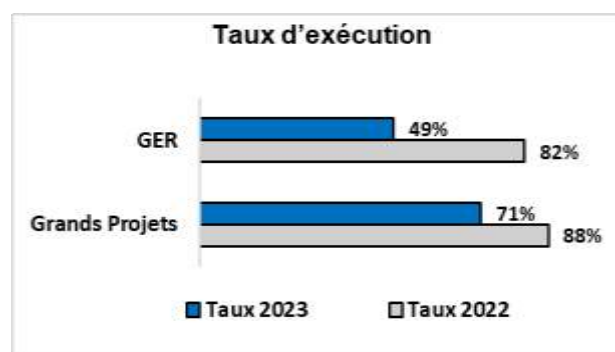
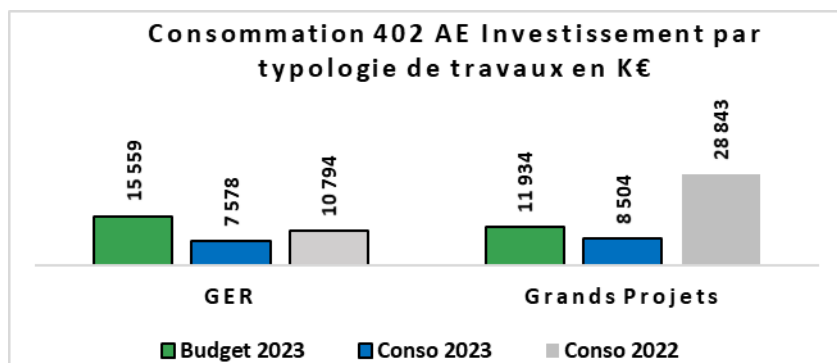
- ➔ Les **Services Centraux et Communs** pour 13,3 M€ provenant principalement :
- De dépenses non réalisées : 0,2 M€ de CVEC Campus ; 1,3 M€ de COMP qui se décalera sur 2024 ; 0,3 M€ de dépenses de l'administration et de la gouvernance ; 0,4 M€ de mises à disposition entrantes dont le besoin sera réévalué à la baisse en 2024.
 - D'opérations de neutralisation des crédits au titre des prestations internes et inter-sociétés pour 3,1 M€.
 - Des décalages d'engagements sur projets financés dont : 1,6 M€ concernant les mobilités internationales de crédits et mobilités enseignement supérieur ; 0,8 M€ sur les contrats CIVIS Université Européenne ; 1 € sur le projet ERASMUS DIGIT suivi par l'UFR SMPM ; 0,6 M€ sur l'ERASMUS UNITA INSPE.
- ➔ Les **Composantes** : 2,2 M€ non engagés, principalement sur SMPM (1,1 M€ non engagés) concernant les maîtres de stages et l'institut de formation de masso kinésithérapie 2023, mais aussi sur les dépenses hors projets des composantes pour 0,8 M€ dont l'IMPGT (131 K€), FEG (67 K€), FDSP (82 K€), IUT (100 K€), SMPM (226 K€).
- ➔ La **Recherche est en sous exécution à hauteur de 9,8 M€**, et s'explique comme chaque année par une surestimation des prévisions de dépenses annuelles sur l'activité contractuelle par les unités (6,4 M€) et conduit à une mobilisation de crédits non engagés. Une sous exécution des crédits de dotation établissement (1 M€) et des contrats fléchés (0,9 M€) est également constatée.
- ➔ La **fondation A*Midex à hauteur de 8,1 M€**, Cf point 3 de cette partie.

2.2 Les AE d'investissement

❖ Exécution de l'exercice 2023 au regard de 2022

Concernant les dépenses d'investissement, la consommation augmente de +31 650 K€ de 2022 à 2023 (soit +45 %). Cela s'explique principalement par :

- ➔ Le BAIM, où le rythme d'engagement a augmenté de **+26,3 M€**.
Cela provient principalement des opérations Pauliane (43,8 M€) et Grand Hall (5,9 M€) du Plan Campus pour un total de +49,7 M€, en lien avec l'engagement des marchés de conception réalisation.
Cela est compensé par des diminutions du CPER (-0,6 M€), du Plan de Relance (-19,6 M€) ou les marchés ont déjà été notifiés et des projets de l'APP TIGRE (-0,8 M€). Les travaux programmés dans le cadre du PPI sont stables et les travaux de GER sont en diminution (-3,3 M€).
De nouvelles opérations de travaux ont démarré en 2022 dans le cadre des projets PIA HIPE et TIRREX.



- ➔ La Recherche, où la consommation des AE d'investissement est en forte progression en 2023 par rapport à 2022 **+6,4 M€**. Cette progression concerne principalement la reprogrammation de 2022 à 2023 du CPER CE2M (3,3 M€) et la mise en place en fin d'année du projet SCIRIUS pour l'achat d'une sonde atomique (3,2 M€).
- ➔ Les dépenses d'investissement de la fondation A*Midex sont en baisse : **-0,7 M€**, Cf point 3 de cette partie.
- ➔ La composante SMPM a augmenté ses engagements d'investissement **(+0,862 M€)** en rapport avec le financement ORE (+0,433 M€), le financement SCSP ECOS (+0,114 M€) et les crédits pédagogiques de formation continue (+0,199 M€).
- ➔ Les AE des services communs diminuent à hauteur de **-1,37 M€** principalement sur la DIRNUM (-1,5 M€) : diminution des engagements sur le Data Center (CPER) pour -1,08 M€ et sur le Data Center (part AMU) pour 0,883 M€, arrêt des engagements sur le plan langue (-0,161 M€).

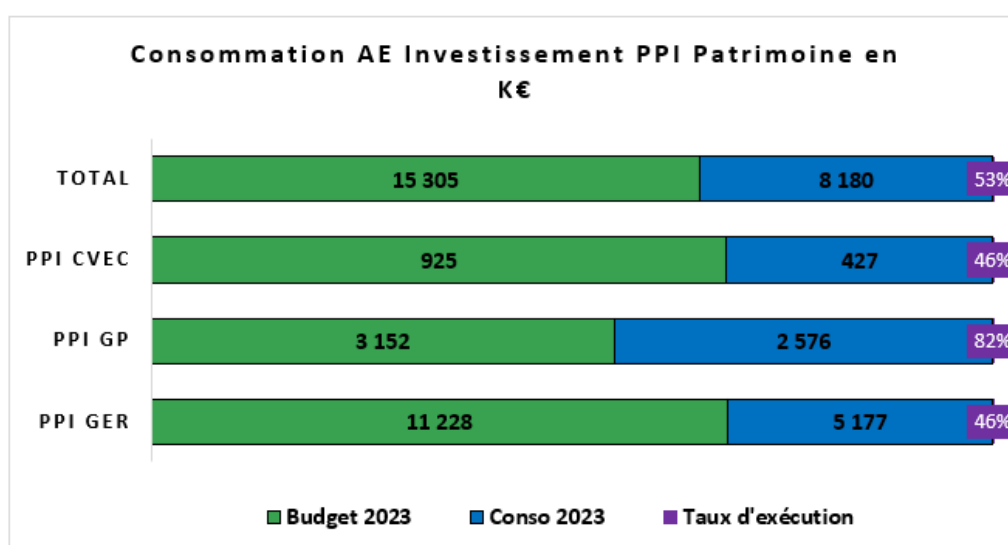
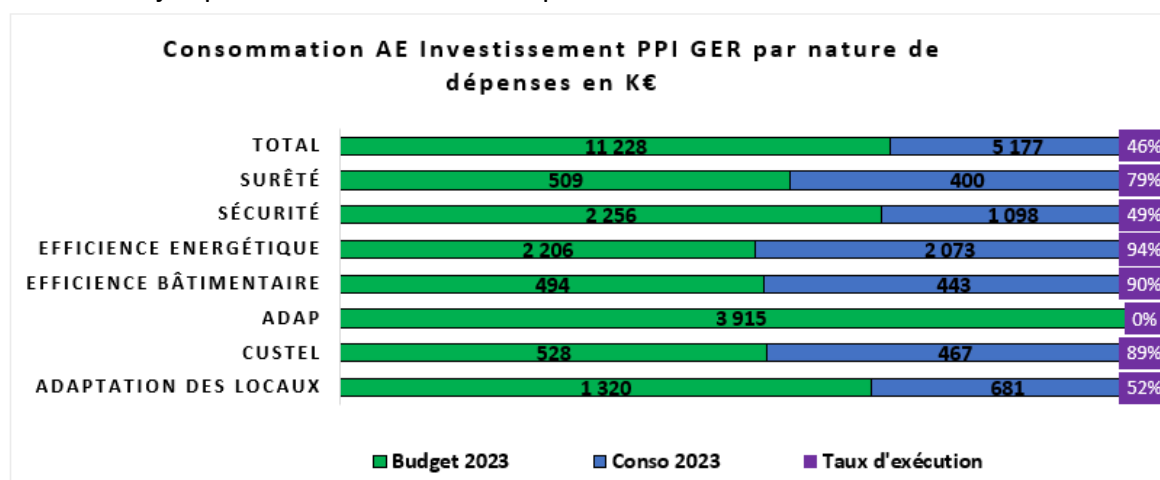
❖ Analyse de l'exécution 2023 patrimoniale en investissement

- ➔ **Concernant les grands projets, 71,3 % des engagements ont été effectués :**
 - Un avenant de 0,8 M€ pour le projet SIMMAR n'a pas pu être notifié en fin d'année et n'a donc pas été engagé.
 - Des décalages de réalisation sont constatés pour 1,2 M€ sur les projets de mise en sécurité Nord (fin des travaux liés à l'opération SIMMAR) et de réhabilitation des « bâtiments 5-7-8 St Charles » (décalage de la réception en 2024).
 - Enfin, des économies vont être constatées en 2024 sur le projet de réhabilitation du LBA financé dans le cadre du PPI AMU (économie attendue de 0,35 M€ en investissement).
- ➔ **Concernant le GER (gros entretien rénovation), le taux d'exécution s'élève à 49 % des engagements effectués.**

Les principaux engagements PPI, non notifiés en 2023 et à reporter en 2024, concernent :

 - des projets d'ADAP pour 3,9 M€ (l'offre sur les travaux du campus Timone anormalement haute a été déclarée infructueuse) ;
 - des projets de travaux CVEC (-0,7 M€) avec le décalage notamment des projets de Guichet Unique et de Tiers Lieu sur St Jérôme) ;
 - l'abandon d'opérations (-0,6 M€) comme le projet de reprise structurelle « bac acier halle sportive » Faculté des Sciences du Sport.

Le Plan Pluriannuel d'investissements (PPI) voté en 2021 a été réactualisé à -3,5M€ et validé par le CA du 13 décembre 2023. Sur le volet patrimoine, le montant des opérations s'élève désormais à 45,6 M€ réalisables jusqu'à fin 2025. Il inclut les opérations financées dans le cadre de la CVEC.



Les AE du PPI GER, prévues en 2023, ont été engagées à hauteur de 46 % avec principalement des travaux de Sûreté et de CVC.

Les AE du PPI DDPI : les opérations associées (LBA) sur l'opération SIMMAR faisant partie du PPI et financées par AMU ont été engagées en 2023 pour un montant de 1,8 M€. Le montant dépensé sur cette opération sera inférieur aux prévisions.

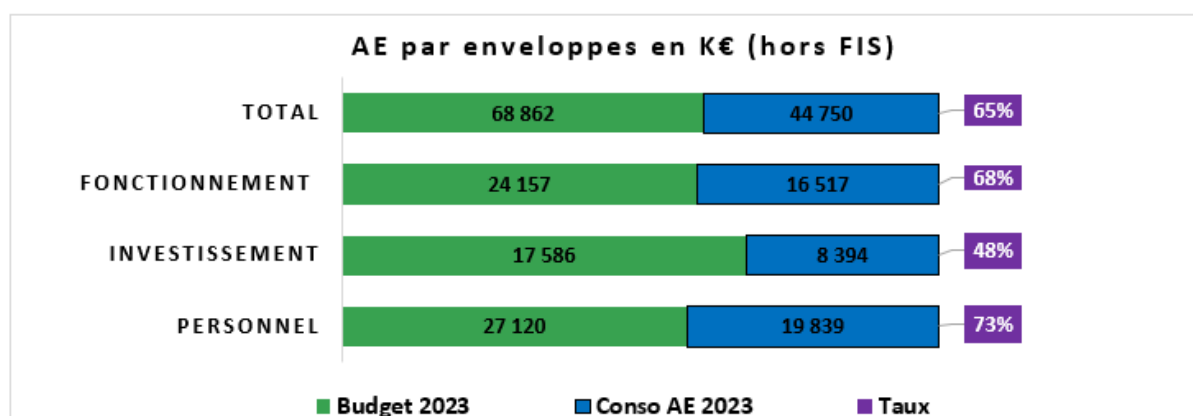
➔ **Concernant l'opération Plan campus**, 99 % des engagements ont été effectués, cela représente **53 M€** avec l'engagement des marchés de conception-réalisation pour le projet Pauliane (AE engagés en 2023 pour 45,3 M€) et pour l'opération du Grand Hall de Luminy (6,3 M€).

❖ Analyse crédits non consommés de l'année 2023

Le taux d'exécution des AE d'investissement par rapport au budget voté (77 %) progresse de +5 % entre les deux exercices. Avec un taux d'exécution à 77% sur l'enveloppe d'investissement, cela représente **30,02 M€ qui n'ont pas été engagés**. Cela s'explique principalement sur :

- ➔ **Le BAIM pour 14,5 M€**, provenant principalement pour 7,1 M€ des opérations de travaux PPI ; 2,8 M€ pour les grands projets ; 1,6 M€ pour les autres opérations de travaux non financées des structures ; 0,8 M€ pour le Plan Campus.
- ➔ **La fondation A*Midex pour 9,2 M€**, Cf point 3 de cette partie.
- ➔ **La Recherche pour 3,9 M€**, provenant surtout de l'activité contractuelle. Cela s'explique, comme chaque année, par une surestimation des besoins annuels globalisés (-2,9 M€) et fléchés (-1 M€) qui ne sont pas réalisés.
- ➔ **Des non-réalisations** de la Direction des Etudes et de la Vie Etudiante sur leur réserve de CVEC à répartir et de Programme d'investissement pédagogique (PIP) pour 0,284 M€ ainsi que de la réserve investissement des services centraux pour du PPI Formation par exemple (0,639 M€).

3. Les AE de la fondation A*Midex



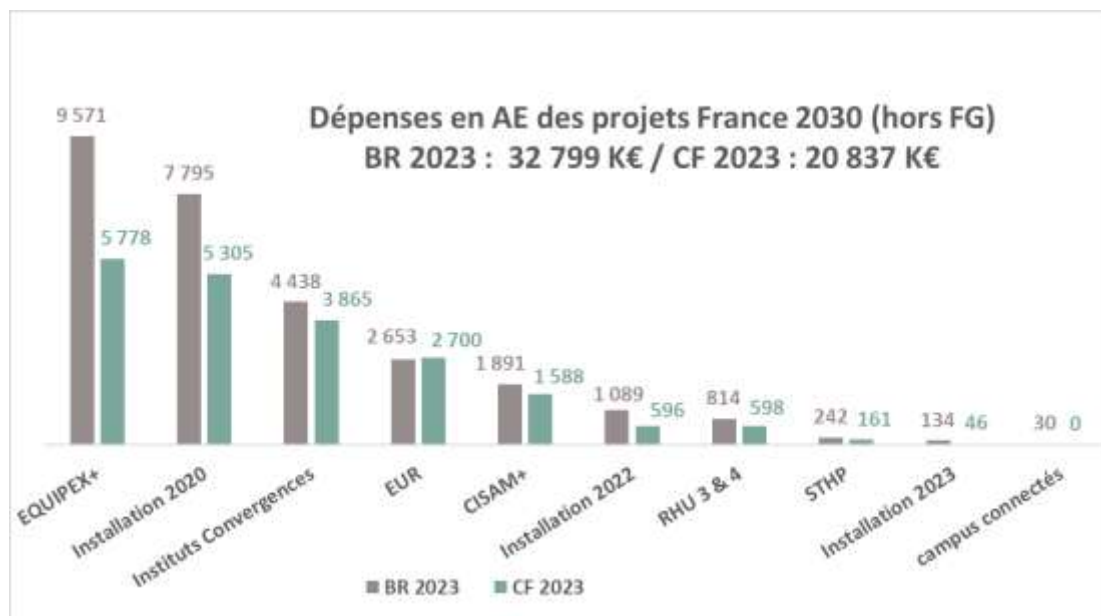
Le taux d'exécution des AE de la fondation A*Midex s'élève à 65% et connaît une légère baisse par rapport à 2022 (- 5 %).

Sur le volet IdEx :

En fonctionnement, le taux d'exécution des projets IdEx est en augmentation (74 % en 2023, 60 % en 2022).

En investissement le taux d'exécution des projets IdEx est en amélioration par rapport à 2022 (51 % contre 21 %). Le chiffre de 51% en AE s'explique principalement par le fait que de nombreux projets lauréats des appels à projets Equipement et Recherche blanc ont démarré en avril/mai 2023 et avaient prévu des dépenses en investissement d'ici la fin de l'année. En raison notamment des délais relatifs aux procédures des marchés publics, ces investissements ont été décalés et impacteront finalement le budget 2024 : AAP Equipement Recherche volet 2 (1,6 M€) et AAP Equipex+ (1,2 M€).

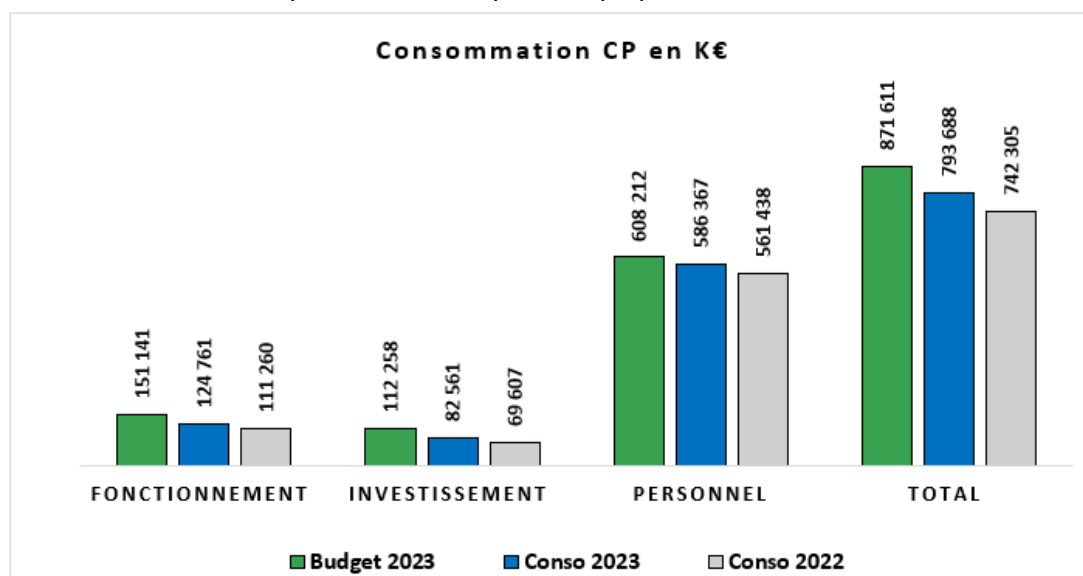
Concernant la masse salariale, le taux d'exécution est en baisse par rapport à 2022 (69 % en 2023 contre 83 % en 2022). Il s'explique principalement par le démarrage tardif des nombreux projets lauréats de l'AAP Recherche blanc (37 projets ayant démarré à partir d'avril 2023 alors que l'estimation budgétaire était basée sur un lancement en janvier 2023). Les recrutements retardés seront programmés l'année prochaine et impacteront le budget 2024.



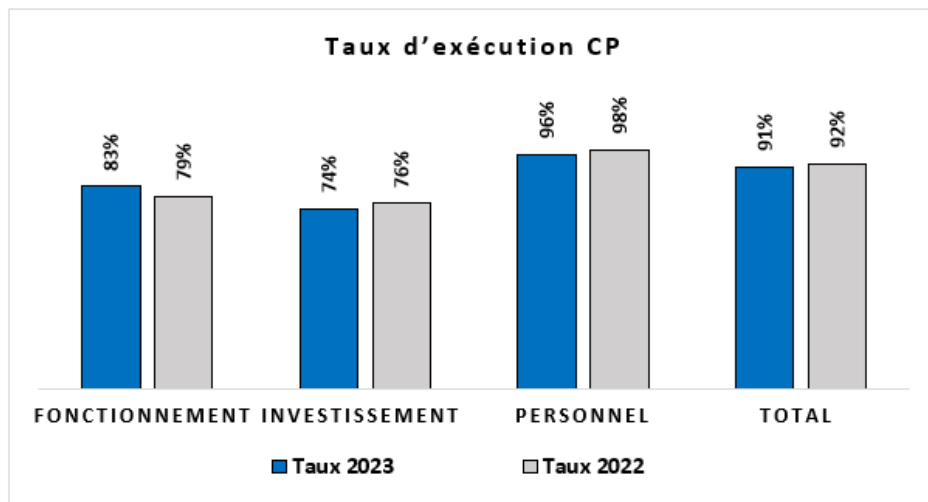
Le taux d'exécution des projets France 2030 s'élève à 64 % (63 % en fonctionnement 63 % et 43% en investissement). Cela s'explique notamment par des dépenses prévues en 2023 qui sont décalées en 2024 (EQUIPEX+ 1,5 M€, projets structurants IDEAL 0,5 M€ et TIGER 0,7 M€). Cette variation à la baisse s'explique aussi par des recrutements non pourvus en 2023 sur l'ensemble des projets (3 M€). Enfin, les prévisions pour futurs contrats France 2030 qui avaient été maintenues au BR 2023 ont dû être reprogrammées en grande partie en 2024 (4 M€) suite à des retards d'installation des projets. Le montant des dépenses engagées est légèrement inférieur à 2022 (-1,9 M€). Les dépenses de ces projets représentent 47% de l'ensemble des dépenses de la fondation A*Midex en 2023.

C– Les crédits de paiement (CP)

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses qui peut être décaissée sur l'exercice.



La consommation des CP en 2023 s'établit à 793 688 K€ contre 742 305 K€ en 2022, soit une augmentation de +51 384 K€ (+ 7 %) et -77 923 K€ non exécutés par rapport au BR 2023.



Cette consommation se décompose par enveloppe de la manière suivante :

- **586 367 K€ en masse salariale**, contre 561 438 K€ en 2022, augmentation de +24 929 K€ (+4 %)
- **124 761 K€ en fonctionnement**, contre 111 260 K€ en 2022, augmentation de +13 500 K€ (+12 %)
- **82 561 K€ en investissement**, contre 69 607 K€ en 2022, augmentation de +12 954 K€ (+19 %)

La consommation de CP laisse apparaître une progression similaire entre l'investissement et le fonctionnement qui est inférieure à celle de la masse salariale.

En fonctionnement, cette progression provient d'A*Midex pour +4 M€, mais aussi des augmentations des dépenses de fluides (+4,6 M€) et des marchés de gardiennage (2,1 M€).

Nous notons une diminution sur les services communs (-1,2 M€) lié aux projets financés de la DRI pour -1,6 M€ en lien avec l'Université Européenne CIVIS ou les contrats de mobilité.

En investissement, cette progression se constate sur le BAIM pour 10,4 M€ en lien avec l'avancement des opérations : les décaissements du Plan de Relance augmentent de +15,1 M€, alors que les autres opérations non financées, dont le PPI, connaissent une diminution des décaissements de -4,3 M€ Sur A*Midex les décaissements augmentent de 1,9 M€.

Le taux d'exécution du budget de CP sur l'exercice 2023 est en diminution de -1 % : **91 %** contre 92 % en 2022. Il se décompose par enveloppe de la manière suivante :

- 96 % en masse salariale, contre 98 % en 2022, en dégradation de -2 % entre les deux exercices,
- 83 % en fonctionnement, contre 79 % en 2022, en amélioration de +4 % entre les deux exercices,
- 74 % en investissement, contre 76 % en 2022, en dégradation de -2 % entre les deux exercices.

Cela représente **77 923 K€ de prévisions de décaissement non réalisées**, à savoir : 29 697 K€ en investissement, 26 380 K€ en fonctionnement et 21 845 K€ en masse salariale.

❖ **En fonctionnement, les sous-consommations les plus importantes se situent sur :**

➔ **La Recherche (10,3 M€)**, elles concernent principalement des décalages de décaissement sur l'activité contractuelle globalisée (5,9 M€) et fléchée (1,4 M€) en lien avec la surestimation et la sous-consommation des AE sur l'ensemble des structures.

- ➔ **Le volet patrimonial (7,8 M€)**, qui s'explique principalement par la non réalisation de dépenses centralisées en DEPIL DDPI : les fluides pour 4,2 M€ (baisse significative des consommations) et 1,4 M€ pour la logistique, la maintenance et la reprographie. Concernant le budget de fonctionnement des composantes au BAIM, une sous-exécution de 0,9 M€ est constatée.
- ➔ **A*Midex (6,4 M€)**, concerne principalement une sous-exécution des dépenses sur les AAP Idex lancés par la fondation (2,7 M€) ainsi que sur les Instituts d'établissement (0,7 M€). Des décaissements n'ont pu être réalisés également sur les projets France 2030 à hauteur de 2,6 M€ en lien avec la surestimation récurrente et la sous-consommation des AE sur l'ensemble des projets.
- ➔ **Sur les composantes, services communs, services centraux et les SACD** la sous-exécution s'élève à **1,9 M€**.
 - Les composantes pour 2,3 M€ concernant majoritairement les projets SMPM pour 0,9 M€ et les dépenses hors projets des structures pour 1,2 M€ dont : SMPM 500 K€, IUT 153 K€, IMPGT 131 K€, FDSP 125 K€.
 - Sur les services communs, 2,9 M€ concernant principalement des décalages de décaissements sur les contrats financés ERASMUS de la DRI (CIVIS et Mobilité Enseignement Supérieur) ainsi que de la sous-exécution.
 - Sur les services centraux, l'hypothèse de sous-exécution à -3,4 M€ permet d'atténuer le niveau des CP non consommés de l'ensemble de l'établissement.

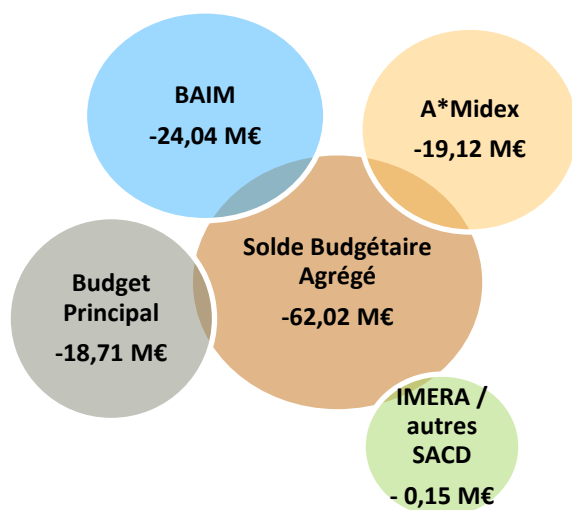
❖ **En investissement, les sous-consommations les plus importantes se situent sur :**

- ➔ **Le BAIM pour 14,6 M€**, avec principalement :
 - Les grands projets de la DDPI pour 3,4 M€ décalage du démarrage de l'opération du CMI¹ et des fins de projets de St Charles et de SIMMAR. Des économies sur les opérations Recherche St Jérôme et du LBA (financée AMU) commencent à être actées.
 - Les travaux de la DEPIL pour 8,6 M€, baisse des engagements entraînant une baisse des CP : politique de réduction des dépenses AMU travaux sur le PPI Patrimoine (- 3,5 M€), ainsi que des décalages de décaissement sur les opérations tigre et plan de relance pour 1,7 M€
 - Des sous-consommations sur le Plan Campus Luminy pour 3 M€.
- ➔ **Recherche pour 9,4 M€**. La consommation d'AE de fin d'année entraîne un décalage des CP sur l'exercice suivant pour les projets fléchés (CPER CE2M et projet SCIRIUS 5,5 M€) tout comme la surestimation des prévisions non réalisées.
- ➔ **A*Midex pour 6,1 M€**. Le taux d'exécution des CP d'investissement de la fondation A*Midex s'élève à 58%. Il s'explique en partie par un décalage conjoncturel de l'installation et l'exécution des AAP internes Idex, Equipement Recherche volet 2 (-3,4 M€) et AAP Equipex+ (-1,4 M€). Sur les projets France 2030, les prévisions pour les futurs contrats sont reprogrammées en 2024 suite à un retard d'installation de ces nouveaux projets. (-1,3 M€).

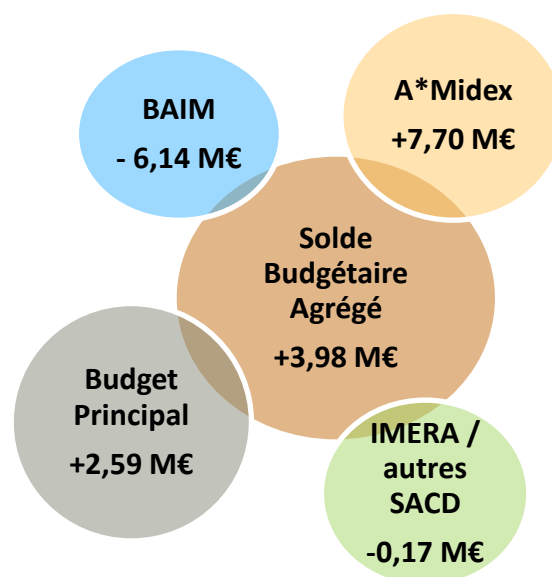
¹ Centre de Mathématique et d'Informatique

D— Le Solde Budgétaire

SOLDE BUDGETAIRE PREVISIONNEL BR 2023



SOLDE BUDGETAIRE 2023



Le solde budgétaire est positif et s'élève à **3,9 M€** alors que la prévision budgétaire du BR affichait un déficit prévisionnel de -62 M€.

Cette forte amélioration résulte principalement d'une sous-réalisation des CP (dépenses décaissées) de 77,9 M€ (61,4 M€ en 2022), la réalisation des RE (recettes encaissées) étant également en sous-réalisation mais de 11,9 M€.

La sous-exécution des dépenses porte notamment sur celles de fonctionnement à hauteur de **26,3 M€**, d'investissement à hauteur de **29,7 M€** et de personnel à hauteur de **21,8 M€**.

Cela provient des contrats financés pour 55 M€ (19,9 M€ A*Midex, 20,4 M€ Recherche, 8,8 M€ BAIM et 5,4 M€ sur les composantes et services communs), s'expliquant par des décalages sur les exercices suivants ou de prévisions un peu ambitieuses de dépenses annuelles.

Des sous-réalisations sur les postes de dépenses courantes (hors masse salariale) se retrouvent aussi à hauteur de 11,8 M€ dont 4,2 M€ pour les fluides et 2,3 M€ pour les autres dépenses patrimoniales de fonctionnement.

Le solde budgétaire des opérations fléchées est très intéressant à analyser car il permet d'isoler la part de variation de trésorerie liée à des opérations financées à fort impact, il s'élève à **3,4 M€**.

On constate une nette amélioration du solde budgétaire des opérations fléchées par rapport à la prévision du BR (-30,7 M€), en raison d'une importante sous-exécution des dépenses (-37,4 M€), alors que la sous-exécution en recette est plus faible (-3,2 M€). Cela provient principalement des sous-réalisations sur la Recherche et A*Midex.

II- ANALYSE DE LA SOUTENABILITE EN COMPTABILITE BUDGETAIRE

Les éléments commentés ci-dessus expriment la situation financière de l'Etablissement au regard du compte de résultat, lequel doit être présenté à l'équilibre, et du niveau de fonds de roulement. Ces éléments font référence à la situation patrimoniale de l'établissement.

Le décret du 7 novembre 2012 sur la gestion budgétaire et comptable publique introduit de nouvelles notions, telles que les engagements de l'Etablissement conduits sur les exercices à venir et les notions de trésorerie. La soutenabilité budgétaire s'apprécie donc au regard des niveaux et pas seulement des variations. L'analyse tend ainsi à démontrer la pérennité à long terme de l'Etablissement et la faisabilité de ses projets.

A – Les restes à payer, restes à engager et restes à encaisser

❖ Les restes à payer de l'établissement

Ils expriment le montant des engagements financiers pris par l'université pour lesquels le paiement n'est pas encore effectif. Ils s'élèvent au 31 décembre 2023 à **259 425 K€** contre 241 384 K€ au 31 décembre 2022.

Les restes à payer (RAP) des opérations fléchées représentent au 31 décembre 2023 : **233 416 K€** soit 90 % des restes à payer totaux. Ils concernent principalement :

- 210 006 K€ concernant le patrimoine, dont 192 728 K€ pour le Plan Campus, 4 412 K€ pour le CPER et 12 866 K€ pour le Plan de Relance et TIGRE,
- 17 160 K€ sur la fondation A*Midex,
- 6 250 K€ s'agissant des contrats fléchés de la recherche (supérieurs à 1 M€).

❖ Les restes à engager et à payer sur les opérations pluriannuelles (tableaux 9 et 10 GBCP)

Il s'agit des engagements financiers restants à prendre pour finaliser la programmation des opérations suivantes :

- Contrats de recherche,
- Contrats France 2030 (Investissements d'Avenir) gérés sur la fondation A*Midex,
- Autres contrats d'enseignement (plan langue...),
- Autres financements de la fondation A*Midex,
- Loyer des Partenariats Publics-Privés (PPP) non financés par la dotation non consommable (DNC) du Plan Campus,
- CPER,
- Mobilisation du fonds de roulement votée en 2017,
- Plan Pluriannuel d'Investissement (2021-2025) : Formation, Recherche, Numérique, Patrimoine.

Ils représentent **505 812 K€** et s'ajoutent aux restes à payer sur les engagements pris pour ces mêmes opérations de 259 425 K€ pour donner un reste à payer de 765 237 K€ sur la programmation totale.

❖ Les restes à encaisser sur les opérations pluriannuelles (tableaux 9 et 10 GBCP)

Ils correspondent aux engagements financiers, souscrits par des tiers auprès d'AMU, qui n'ont pas encore donné lieu à encaissement par AMU.

Le reste à encaisser des opérations pluriannuelles représente au 31 décembre 2023 : 656 582 K€. Il comprend principalement :

- Le Patrimoine pour 388 029 K€, dont 280 645 K€ pour le Plan Campus, 102 384 K€ pour le CPER et 4 999 K€ pour le Plan de Relance et Tigre,
- la fondation A*Midex pour 208 069 K€,
- la Recherche pour 51 305 K€.

B – L'équilibre financier

L'équilibre financier mesure la part de la trésorerie disponible en vue de financer le solde budgétaire de l'établissement.

En 2023 le solde budgétaire, bénéficiaire, s'élève à **3,98 M€**.

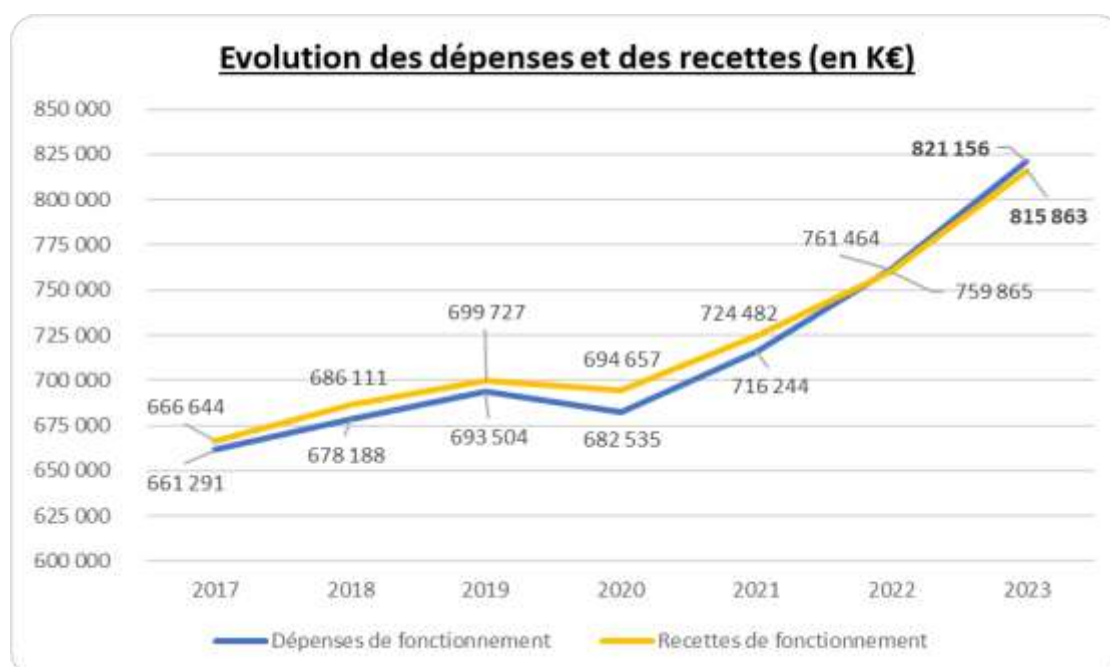
Ce montant est complété par un solde des opérations non budgétaires qui impactent la trésorerie. Elles sont négatives de -1,26 M€ pour la de TVA et de -3,63 M€ de remboursement d'emprunts, mais positives de +3,13 M€ pour les dépenses d'intervention et les autres opérations gérées en compte de tiers (opérations de décaissement sur compte d'attente non dénouées au 31 décembre 2023).

La trésorerie de l'établissement augmente de 2,23 M€ et s'élève à 247 M€ au 31 décembre 2023.

III – COMPTABILITE GENERALE – L'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Cette analyse financière repose principalement sur deux documents comptables obligatoires, le compte de résultat qui va retracer l'ensemble des produits et des charges de l'établissement durant l'exercice comptable (année civile) et le bilan qui va donner une photographie de situation du patrimoine au 31 décembre de l'année.

Les produits de l'exercice s'élèvent à **815,9 M€** et les charges à **821,2 M€**.



Les dépenses prennent le pas sur les dépenses avec une progression de 8 % (7% pour les recettes). Les progressions étaient de 2 à 3% avant 2020, la pente s'accroît sensiblement depuis. Cela montre le dynamisme de l'établissement pour avoir de nouveaux financements.

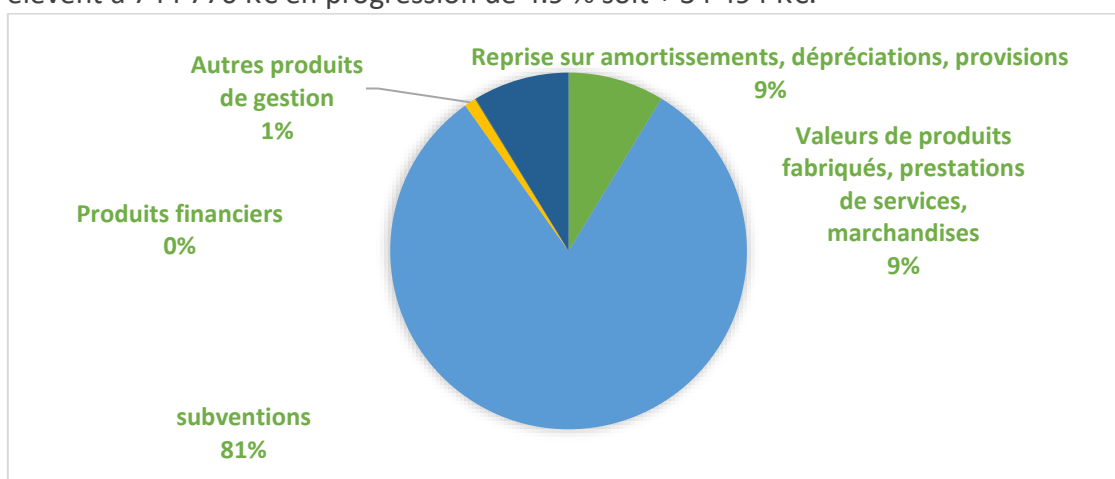
1. Produits - Recettes de fonctionnement

Evolution du compte de résultat - Produits (en €)

Natures	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
70 - Valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	52 008 833	50 983 559	58 060 826	62 263 818	71 117 598	8 853 780	14%
74 - Subventions	586 628 433	586 007 981	602 465 256	633 778 854	664 534 610	30 755 756	5%
75 - Autres produits de gestion	7 634 079	8 671 997	10 646 190	14 157 233	8 533 070	- 5 624 163	-40%
76 - Produits financiers	116 453	48 403	333 944	82 575	590 915	508 340	616%
78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	53 339 531	48 944 866	52 976 223	49 582 936	71 086 600	21 503 663	43%
TOTAL	699 727 328	694 656 806	724 482 439	759 865 417	815 862 794	55 997 377	7%

1.1. Les recettes encaissables

Elles s'élèvent à 744 776 K€ en progression de 4.9 % soit + 34 494 K€.

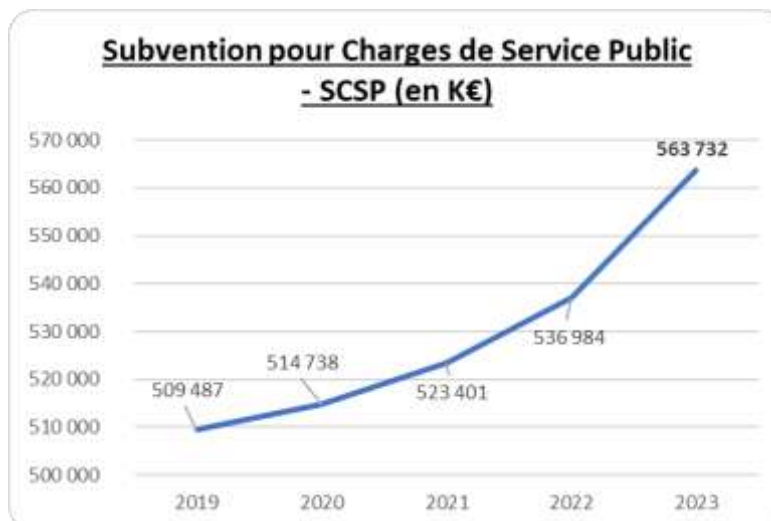


1.1-1. Les subventions de fonctionnement

Avec 81 % des ressources encaissables c'est de loin la principale ressource de fonctionnement. Son montant s'élève à 664 534 K€.

Chapitre 74	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Ministère tutelle - SCSP	509 486 637	514 738 187	523 400 636	536 984 075	563 732 244	26 748 169	5%
Ministère tutelle - hors SCSP	-	556 574	450 994	2 112 221	989 531	- 1 122 690	-53%
Autres ministères	1 789 699	1 153 995	1 889 303	981 046	1 894 234	913 188	93%
ANR	45 217 227	40 714 190	49 764 781	55 697 736	59 960 459	4 262 723	8%
Subventions Région	7 079 325	5 814 314	4 973 584	4 762 707	6 239 135	1 476 428	31%
Subventions Département	719 574	535 725	535 088	584 754	261 867	- 322 887	-55%
Subventions Commune	720 302	846 048	932 241	772 690	808 204	35 514	5%
Subventions Union Européenne	1 514 015	4 332 163	4 975 983	11 290 146	8 603 112	- 2 687 034	-24%
Subventions organismes internationaux	3 058 812	1 648 654	669 079	1 157 048	1 062 350	- 94 698	-8%
Subventions autres organismes publics	10 063 453	8 236 150	8 753 765	10 176 943	12 640 492	2 463 549	24%
Autres subventions	3 290 039	4 982 694	3 713 096	6 461 691	6 038 652	- 423 039	-7%
Sous-total - Subventions exploitation	582 939 083	583 558 693	600 058 551	630 981 056	662 230 279	31 249 222	5%
Dons et legs	192 661	188 370	74 714	224 251	-	- 224 251	-100%
Taxe apprentissage	3 496 688	2 260 918	2 331 991	2 573 548	2 304 332	- 269 216	-10%
TOTAL	586 628 433	586 007 981	602 465 256	633 778 854	664 534 610	30 755 756	5%

1.1.1.1. Evolution de la subvention pour charges de service public

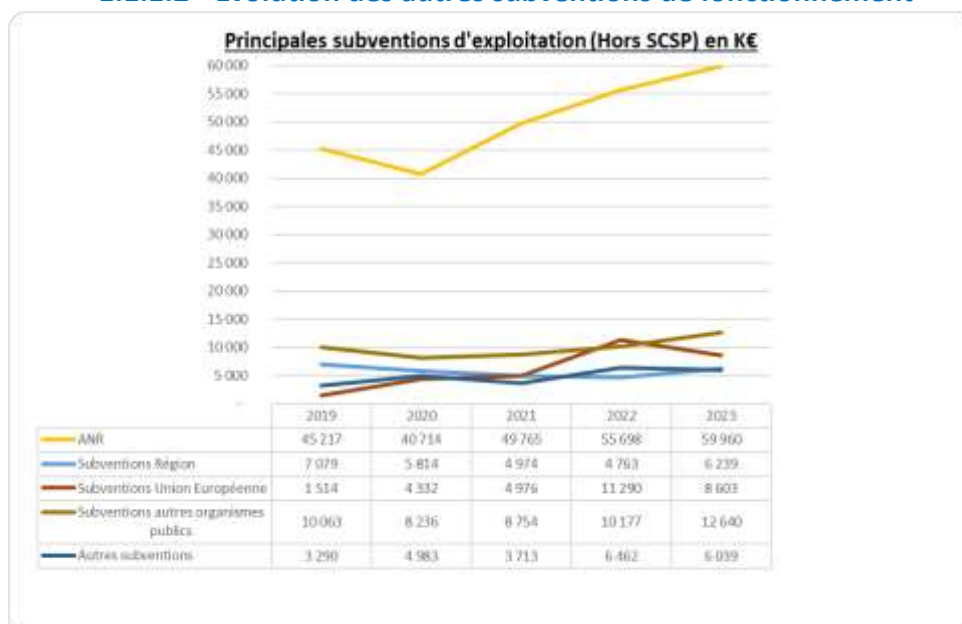


Avec un montant de **563 732 K€** la SCSP se décompose en 3 items, les crédits de masse salariale pour 511 287 K€, les crédits de fonctionnement pour 52 401 K€ et les crédits du plan de relance pour 0,4 K€ ;

L'augmentation de **26 748 K€**, est répartie à hauteur de 4 399 K€ pour la masse salariale, 5 996 K€ pour le fonctionnement, 9 389 K€ pour les actions spécifiques et 6 550 K€ pour le dialogue de performance. Les points d'attention apportés par le ministère sont :

- Le soutien pour le surcoût énergétique : 5 488 K€
- Les mesures indiciaires du rendez-vous salarial de 2023 : 2 688 K€
- La poursuite de la loi de programmation de la recherche : 804 K€
- L'adaptation de l'offre de formation et réussite étudiante : 398 K€
- Les mesures de santé : 226 K€
- L'apprentissage : 213 K€

1.1.1.2 Evolution des autres subventions de fonctionnement



- L'ANR est une source très importante de financement à 659 960 K€ en augmentation sensible de 4 263 k€ avec un rappel comptable : le suivi de ces subventions se fait à l'avancement c'est-à-dire que ce chiffre correspondant aux dépenses financées par l'ANR en 2023 et non les encaissements.
- L'Europe à 8 603 k€ en baisse de – 2 687 K€
- Les autres organismes à 12 640 k€ en progression de 2 463 K€
- La région à 6 239 k€ en augmentation de 1 476 K€.

1.1-2. Ressources propres d'AMU

Elles représentent 10.72 % des ressources encaissables.

En 2023, les ressources propres d'AMU s'élèvent à 80 242 K€ contre 75 980 K€ en 2022, soit une augmentation globale de 4 262 K€.

1.1.2.1 Le chapitre 70 : Valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises

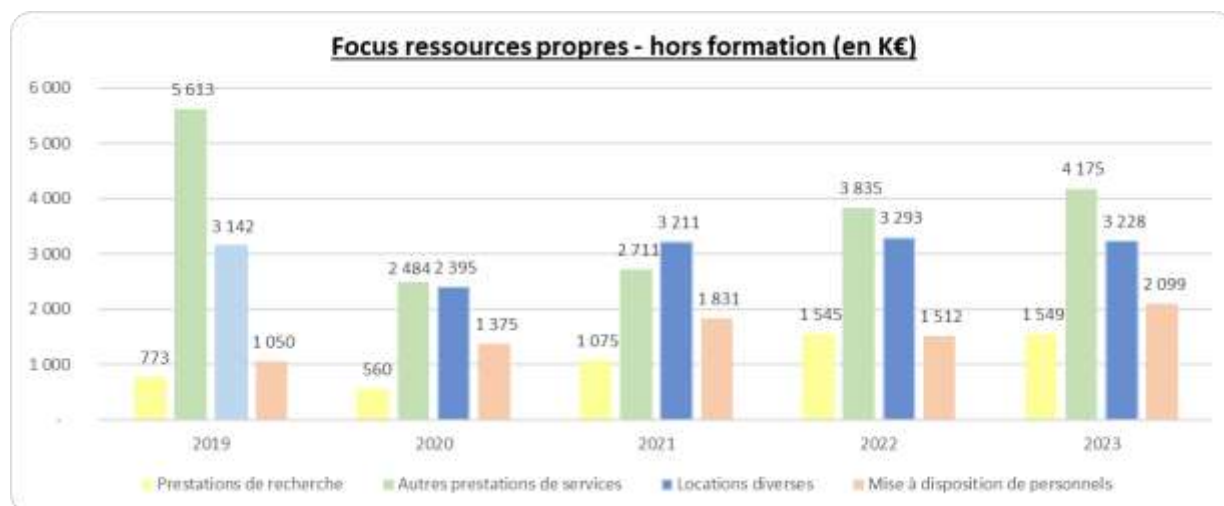
On retrouve dans ce chapitre les produits issues de la formation, de la recherche en dehors des opérations gérées par la filiale, mais aussi les locations, les mise à disposition des personnels.

Chapitre 70	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Etudes	799 971	615 075	420 824	549 403	556 572	7 169	1%
Droits d'inscriptions diplômes nationaux & redevances	15 346 138	19 681 573	21 847 618	21 647 912	22 900 403	1 252 491	6%
Droits d'inscriptions diplômes propres AMU	9 363 484	5 637 819	7 212 902	6 615 338	5 514 569	- 1 100 769	-17%
Formation professionnelle continue	10 729 617	8 394 942	8 056 040	7 775 390	8 031 832	256 441	3%
VAE	408 085	388 247	402 823	481 106	513 608	32 502	7%
Apprentissage	3 476 920	8 592 756	10 636 562	13 895 457	20 747 687	6 852 230	49%
Colloques	488 781	32 931	157 857	517 329	1 058 041	540 712	105%
Prestations de recherche	773 338	559 593	1 074 783	1 545 425	1 548 597	3 172	0%
Ventes de publications	237 415	269 171	176 973	180 197	193 835	13 638	8%
Hébergement (CROUS)	4 787	3 568	4 933	1 033		- 1 033	-100%
Prestations et travaux informatiques	6 000	13 632	6 100	5 983	6 017	33	1%
Autres prestations de services	5 613 428	2 484 264	2 711 031	3 834 663	4 175 131	340 468	9%
Locations diverses	3 141 676	2 395 245	3 211 259	3 293 427	3 228 080	- 65 347	-2%
Mise à disposition de personnels	1 049 778	1 374 954	1 830 524	1 511 677	2 099 496	587 820	39%
Ports et frais accessoires	9 187	10 290	11 283	8 399	11 428	3 029	36%
Autres produits annexes	560 229	529 501	299 315	401 080	532 303	131 223	33%
TOTAL	52 008 833	50 983 559	58 060 826	62 263 818	71 117 598	8 853 780	14%

C'est le chapitre qui progresse le plus, soit + 14 % et 8 853 en valeur absolue.

- Les droits d'inscription aux diplômes nationaux progressent de 1 252 K€ à 22 900 K€ mais cette progression provient uniquement d'un changement de compte pour l'enregistrement des droits des bibliothèques universitaires, sans cela ils sont quasi stables. Ces droits comprennent l'intégralité des droits différenciés des étudiants étrangers même s'ils sont exonérés pour 12 320 K€.
- Les droits de diplômes propres baissent fortement - 1 100 K€. Cette baisse provient du fait que les étudiants inscrits au diplôme de masseur-kinésithérapeute ne règlent plus de frais de scolarité supplémentaires (arrêté du 27 mars 2023). Cette perte est aujourd'hui compensée par une subvention de la région.
- L'apprentissage fait un bond de 49 % à 20 747 K€ et double quasiment en deux ans. Il est à noter un versement exceptionnel sur exercices antérieurs du CFA Epure d'un montant de 2 621 K€.
- Les colloques progressent de 513 K€.

- Les mise à disposition de personnel augmentent également dans la même proportion à 587 K€.



1.1.2.2. Le chapitre 75 : Autres produits de gestion

Ce chapitre regroupe les produits des redevances et concessions, la contribution vie étudiante et de campus, les produits contentieux, les dons et legs.

Chapitre 75	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Redevances pour concessions et autres	1 378 658	1 940 685	1 312 338	1 654 567	1 079 828	- 574 739	-35%
Produits de cession	19 796	483	450 061	523 871	721		0%
Taxes affectées - CVEC	4 497 329	4 356 984	4 314 670	4 646 830	3 431 504	- 1 215 327	-26%
Autres produits	1 738 297	2 372 243	4 569 120	1 652 151	2 048 293	396 142	24%
Autres produits contentieux		1 601		3 051 617	-	- 3 051 617	-100%
Legs et dons dédiés				2 628 197	1 972 725	- 655 472	-25%
TOTAL	7 634 079	8 671 997	10 646 190	14 157 233	8 533 070	- 4 526 274	-32%

- Les redevances proviennent essentiellement du reversement par la filiale des frais de gestion sur les contrats qu'elle gère. Elles baissent de 574 K€ suite à la conjonction d'une baisse du nombre de contrats européens mais aussi d'une baisse du taux de frais de gestion revenant à AMU.
- La baisse de la CVEC provient d'un changement de méthode. Le CROUS verse maintenant en année civile et plus en année universitaire ce qui décale d'un trimestre les encaissements sur 2023.
- Une baisse de 3 051 K€ sur les produits contentieux. Un produit exceptionnel avait eu lieu en 2022 sur la société Hydroption.
- Une baisse des dons par rapport à l'année 2022 qui avait été exceptionnellement bonne.

1.1.2.3. Le chapitre 76 : produits financiers

Ce chapitre reprend les produits financiers

Chapitre 76	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Revenus des Valeurs Mobilières de Placement	17 591	11 477	272 678	11 731	12 936	1 205	10%
Gains de change	4 333	4 850	387	17 549	8 849	- 8 700	-50%
Intérêts des comptes financiers débiteurs	-	-	-	-	497 118	497 118	NA
Autres produits financiers	94 528	32 076	60 879	53 294	72 011	18 717	35%
TOTAL	116 453	48 403	333 944	82 575	590 915	508 340	616%

Ils sont représentés pour l'essentiel par un placement réalisé au profit de la fondation Amidex.

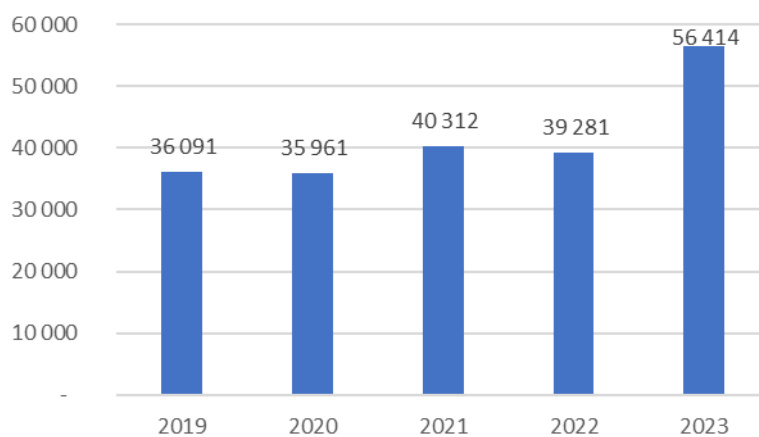
Les taux de rémunération qui ont largement augmenté ont permis un rendement beaucoup plus intéressant avec un apport de 497 K€.

1.2. Les produits calculés

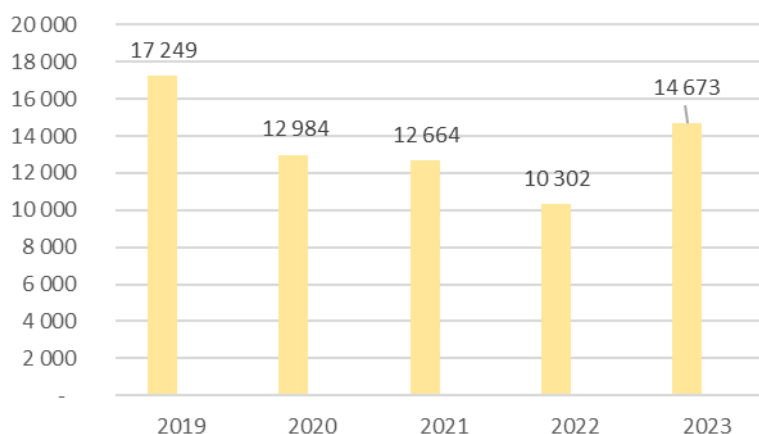
Chapitre 78	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Reprises sur quotes parts de reprises de subventions	36 090 993	35 961 120	40 312 489	39 280 846	56 414 050	17 133 204	44%
Reprises sur provisions	10 146 773	9 279 028	9 828 337	9 295 903	10 586 708	1 290 805	14%
Reprises sur dépréciations	7 101 765	3 704 719	2 835 397	1 006 187	4 085 842	3 079 654	306%
TOTAL	53 339 531	48 944 866	52 976 223	49 582 936	71 086 600	21 503 663	43%

- Les quotes-parts de reprises de subventions d'investissement virées au compte de résultat représentent **56 414 K€**. L'augmentation provient, pour l'essentiel de restitution de bâtiments pour 14 833 K€, somme que l'on retrouve en charge au chapitre 68.
- Les reprises sur provisions représentent **10 586 K€** soit une variation + 1 290 K€.
- Les reprises sur dépréciations progressent de 3 079 K€.

Reprises du financement rattaché à un actif (en K€)



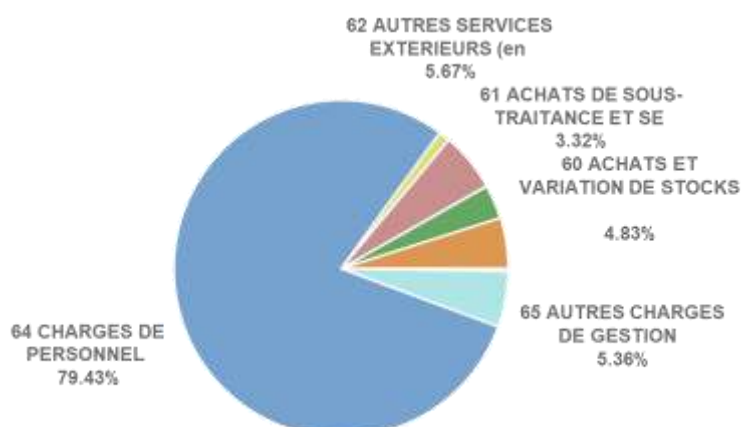
Reprises sur provisions & dépréciations (en K€)



2. Charges - Dépenses de fonctionnement

2.1. Les charges décaissables

Le montant des charges décaissables s'élève à 731 075 K€ en progression de 43 793 K€.



Evolution du compte de résultat - Charges (en €)

Natures	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
60 - Achats et variations de stocks	21 722 604	20 237 799	24 029 777	26 693 013	35 296 387	8 603 374	32%
61 - Achats de sous traitance et services extérieurs	22 797 120	22 227 869	21 009 144	23 614 478	24 271 053	656 575	3%
62 - Autres services extérieurs (en relation avec l'activité)	35 076 089	23 190 145	28 653 716	37 247 515	41 445 186	4 197 671	11%
63 - impôts, taxes et versements assimilés	1 584 234	1 500 747	1 353 959	1 167 600	811 663	- 355 937	-30%
64 - Charges de personnel	517 705 407	524 648 962	538 997 818	560 144 116	588 242 050	28 097 934	5%
65 - Autres charges de personnel	29 523 891	28 122 783	36 523 678	36 297 574	39 169 088	2 871 514	8%
66 - Charges financières	2 081 715	1 846 216	2 147 023	2 117 735	1 839 727	- 278 008	-13%
68 - Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	63 012 817	60 760 074	63 528 507	74 182 404	90 081 070	15 898 666	21%
TOTAL	693 503 878	682 534 595	716 243 620	761 464 436	821 156 224	59 691 788	8%

2.1.1. le chapitre 60, les achats et variation de stocks

Chapitre 60	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Variation stocks	- 248 170	6 274	139 036	21 899	- 15 788	- 37 687	-172%
Fluides	11 513 247	9 540 181	11 469 287	14 727 900	22 818 386	8 090 486	55%
Fournitures entretien, enseignement et administration	10 457 527	10 691 344	12 421 454	11 943 214	12 493 789	550 575	5%
TOTAL	21 722 604	20 237 799	24 029 777	26 693 013	35 296 387	8 603 374	32%

Ce chapitre reprend les achats de fluides et de fournitures.

- Avec l'augmentation du prix de l'électricité les fluides progressent énormément + 8 090 K€ et double en deux ans. Une partie de ce surcoût est financé par l'État dans la subvention pour charges de service public (5 488 K€).
- Les fournitures progressent de 5 %. Plus de la moitié de ce poste est consacrée aux fournitures pour l'enseignement (7 092 K€).

2.1.2. Le chapitre 61, les achats de sous-traitance et services extérieurs

Chapitre 61	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Sous-traitance générale					554	554	
Credit-bail mobilier				5 000	30 000	25 000	500%
Locations immobilières	1 569 766	1 552 277	1 426 851	1 479 075	1 558 763	79 688	5%
Locations mobilières	787 306	1 162 243	565 680	592 148	670 202	78 054	13%
Autres locations	10 038	13 271	16 024	13 928	11 865	- 2 063	-15%
Charges locatives	784 767	446 981	470 324	467 329	646 866	179 538	38%
Entretien biens immobiliers	6 857 623	6 823 750	7 528 908	8 248 409	7 969 619	- 278 789	-3%
Entretien biens mobilier	2 781 190	2 647 066	1 875 153	2 435 397	2 488 892	53 495	2%
Maintenance	3 420 728	3 990 164	3 660 815	3 746 247	4 079 299	333 052	9%
Assurances	525 665	518 956	607 500	911 075	749 324	- 161 751	-18%
Etudes et recherches	2 167 504	1 808 175	1 471 830	2 071 468	2 125 197	53 728	3%
Documentation technique	3 265 137	3 156 176	3 236 054	3 185 586	3 289 044	103 458	3%
Frais colloque	627 396	108 808	150 003	458 816	651 428	192 611	42%
TOTAL	22 797 120	22 227 869	21 009 144	23 614 478	24 271 053	656 021	3%

Ce chapitre comprend des dépenses très variées, il progresse de 3 %.

Voici les principaux postes :

- Les locations tant mobilières qu'immobilières s'élèvent à 2 887 K€,
- Les charges d'entretien et de maintenance pour 14 537 K€,
- Le Etudes et recherches 2 125 K€,

- La documentation technique 3 289 k€.

2.1.3. Le chapitre 62 autres services extérieurs

Chapitre 62	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Personnel intérimaire	31 303	14 028	83 683	204 847	179 656	- 25 190	-12%
Personnel mis à disposition	1 830 075	1 617 109	2 634 435	2 206 684	2 097 491	- 109 193	-5%
Honoraires	236 087	849 239	326 347	359 635	342 869	- 16 765	-5%
Frais actes et contentieux	94 594	84 953	95 788	108 655	28 760	- 79 895	-74%
Divers frais	2 037 726	1 442 881	1 937 141	1 944 636	1 995 799	51 162	3%
Annonces, insertions	78 090	98 456	116 162	125 249	130 280	5 031	4%
Foires et expo	177 178	111 193	62 709	117 251	120 484	3 233	3%
Catalogue et imprime	249 726	211 557	114 106	110 704	138 863	28 159	25%
Publications	1 460 091	977 025	1 292 928	1 513 039	1 256 699	- 256 339	-17%
Divers	1 375 656	965 277	1 174 493	1 794 701	1 919 712	125 012	7%
Divers transport	720 145	435 368	586 992	931 398	891 664	- 39 734	-4%
Voyages et déplacements	3 612 406	581 626	760 530	3 610 710	4 369 674	758 963	21%
Frais inscriptions colloques	699 903	175 382	330 825	650 897	770 996	120 099	18%
Frais de déménagement	751 649	215 279	324 544	715 460	939 765	224 305	31%
Missions et réceptions	7 332 604	1 952 916	3 024 023	5 687 044	6 613 578	926 534	16%
Frais de communication	1 508 049	1 316 668	1 577 003	1 508 008	1 306 072	- 201 936	-13%
Concours divers	493 329	574 503	665 416	728 460	704 450	- 24 011	-3%
Formation continue	825 667	643 066	1 169 356	1 368 503	1 298 096	- 70 407	-5%
Frais recrutement personnel	11 290	39 385	56 944	47 835	19 650	- 28 185	-59%
Prestations gardiennage	3 788 099	3 870 171	3 970 913	4 027 397	6 073 810	2 046 413	51%
Prestations nettoyage	4 121 757	4 555 223	4 678 191	4 993 336	5 344 332	350 997	7%
Prestations informatiques	332 547	242 580	357 180	421 061	326 030	- 95 030	-23%
Autres frais divers	3 308 118	2 216 260	3 314 006	4 072 007	4 576 457	504 451	12%
TOTAL	35 076 089	23 190 145	28 653 716	37 247 515	41 445 186	4 197 671	11%

Deuxième chapitre de dépenses après les frais de personnels, il progresse de 11 %.

Les principales hausses concernent :

- Les prestations de gardiennage en augmentation de 51 % représentant la moitié de la hausse de ce chapitre (+ 2 046 K€),
- Toutes les dépenses ayant un lien avec les déplacements et réceptions augmentent de 1 990 K€ et retrouve le niveau d'avant COVID.

2.1.4. Le chapitre 63 impôts et taxes (hors taxes liées aux rémunérations)

Chapitre 63	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Taxes foncières	-	41 535	41 618	59 033	59 444	411	1%
Taxes sur CA non récupérables	91 242	118 840	132 830	129 861	137 541	7 680	6%
Contribution FIPHP	1 387 027	1 238 686	960 240	786 509	481 269	- 305 239	-39%
Taxes diverses	105 965	101 687	219 272	192 197	133 408	- 58 788	-31%
TOTAL	1 584 234	1 500 747	1 353 959	1 167 600	811 663	- 355 937	-30%

Baisse importante de ce poste lié à la diminution de la contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

2.1.5. Le chapitre 64 charges de personnel.

CHAPITRE 64 (dont 6331 & 6332)	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Rémunérations principales et accessoires	279 489 632	283 342 303	291 576 398	301 335 278	313 952 618	12 617 340	4%
Congés payés	351 742	137 574	- 154 595	198 800	844 998	646 198	325%
Primes et gratifications	7 009 387	7 697 973	9 409 861	11 280 418	17 457 570	6 177 153	55%
Indemnités et avantages divers	17 478 812	18 081 096	19 162 139	21 562 742	21 256 008	- 306 734	-1%
Suppléments familial	2 195 454	2 125 965	2 080 114	2 053 101	2 095 322	42 221	2%
Abattement indemnitaire	- 1 536 104	- 1 519 067	- 1 511 131	- 1 532 747	- 1 502 786	29 960	-2%
Charge sociales - Maladie	28 313 072	28 911 695	29 737 171	31 157 018	33 012 710	1 855 691	6%
Autres charges sociales - Veillesse et prévoyance	158 565 140	159 595 402	161 822 217	164 501 726	169 320 864	4 819 137	3%
Charges sociales - Pole emploi	2 810 392	2 938 615	3 180 224	3 551 086	3 966 549	415 463	12%
Charges sociales - Congés payés	120 586	30 553	- 122 615	36 273	308 004	271 731	749%
Charges sociales - Autres organismes sociaux	14 759 125	15 031 604	15 384 616	16 009 215	17 234 220	1 225 005	8%
Prestations directes	652 260	768 705	647 755	1 054 248	1 441 204	386 955	37%
Autres prestations	1 500	-	-	-	-	-	0%
Œuvres sociales	719 202	669 434	751 485	973 139	877 821	- 95 319	-10%
Médecine du travail et pharmacie	148 709	86 454	109 281	66 667	52 214	- 14 453	-22%
Autres charges de personnel	2 427	3 683	18 708	707 731	367 824	- 339 908	-48%
TOTAL (1)	511 081 336	517 901 988	532 091 627	552 954 697	580 685 139	27 730 442	5%

Impôts et taxes - Personnel	2019	2020	2021	2022	2023	Variation	Variation en %
Taxe versement transport	5 294 197	5 392 610	5 520 045	5 746 426	6 040 359	293 932	5%
Allocation logement	1 329 873	1 354 364	1 386 146	1 442 993	1 516 552	73 559	5%
TOTAL (2)	6 624 070	6 746 974	6 906 191	7 189 419	7 556 911	367 491	5%

TOTAL (1) + (2)	517 705 407	524 648 962	538 997 818	560 144 116	588 242 050	28 097 934	5%
------------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-----------

C'est évidemment le poste de charge principal représentant 79,43 % des charges décaissables.

Ce poste est largement commenté sur la partie budgétaire. Avec les charges, l'augmentation est de 28 097 K€ soit une progression de 5 %.

En résumé l'augmentation provient :

- De la hausse du point d'indice,
- De la hausse du SMIC,
- Des mesures gouvernementales,
- De la hausse des indemnités,
- De l'augmentation des provisions pour les congés non pris,
- De nouveaux recrutement sur des contrat financés.

Une part importante de l'augmentation est financée par l'État (13,85 M€) ou par de nouveaux contrats de recherche (+ 4,73 M€), mais l'établissement finance tout de même plus de 6 M€ sur ses crédits.

2.1.6. Le chapitre 65 : Autres charges de gestion

Chapitre 65	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur
Redevances pour concessions	2 049 899	2 613 013	2 705 294	3 025 586	3 837 484	811 898
Droits d'auteurs & autres droits	183 097	213 439	228 688	225 319	217 873	- 7 445
Pertes créances irrécouvrables	213 761	151 023	212 481	8 331	37 641	29 309
Produits de cessions				238 361	4 251	- 234 110
Autres charges spécifiques	17 351 389	13 476 029	19 476 051	19 578 142	20 304 702	726 560
Autres charges diverses	9 725 744	11 669 278	13 901 164	13 460 196	14 767 137	1 306 941
TOTAL	29 523 891	28 122 783	36 523 678	36 535 935	39 169 088	2 633 153

Les dépenses sur ce chapitre progressent de 7%.

Il se compose essentiellement de trois postes :

- Les redevances pour concessions qui progressent de 27 %.
- Les autres charges spécifiques qui comprennent essentiellement les bourses de mobilité +4% et les conventions de reversions notamment celle AMIDEX.
- Les autres charges diverses qui intègrent le montant des exonérations des droits différenciés pour les étudiants étrangers (12 320 K€) inscrits également en recettes en droit d'inscription.

2.1.7. Le chapitre 66

Chapitre 66	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Intérêts emprunts dettes	2 076 844	1 844 406	2 138 967	2 095 835	1 834 412	- 261 423	-12,47%
Pertes de change	4 871	1 810	8 055	21 900	5 314	- 16 585	-76%
TOTAL	2 081 715	1 846 216	2 147 023	2 117 735	1 839 727	- 278 008	-13%

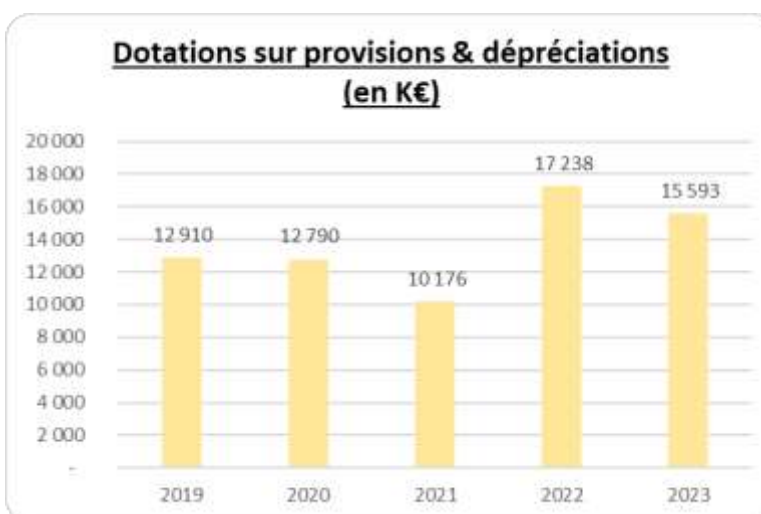
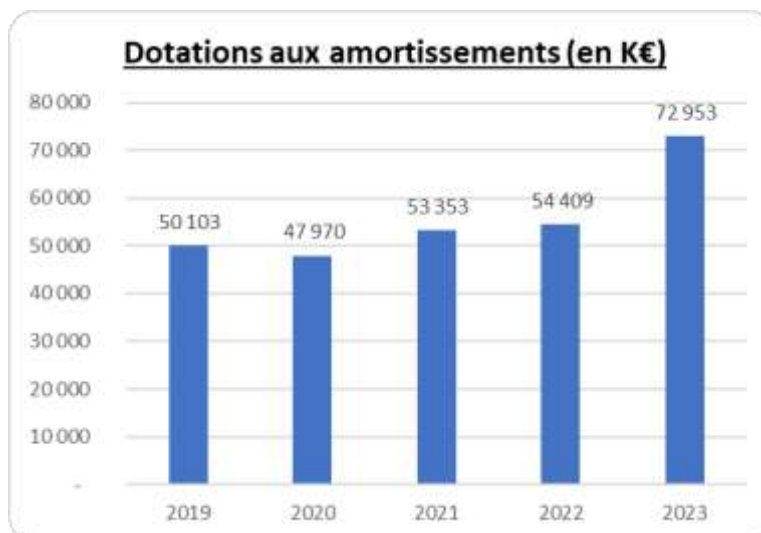
La charge de la dette se réduit de 261 K€, cela concerne essentiellement les emprunts souscrits dans le cadre des partenariats publics privés pour le Plan Campus.

2.2. Les charges calculées

Chapitre 68	2019	2020	2021	2022	2023	Variation en valeur	Variation en %
Dotations aux amortissements sur immobilisations	50 102 952	47 970 233	53 352 523	54 408 808	72 952 561	18 543 754	34%
Dotations sur provisions	12 673 865	12 789 841	10 175 983	14 610 628	15 593 203	982 575	7%
Dotations sur provisions dépréciations financiers	236 000	-	-	2 627 151	-	- 2 627 151	-100%
Engagement à réaliser sur legs & dons	-	-	-	2 535 818	1 535 306	- 1 000 512	-39%
TOTAL	63 012 817	60 760 074	63 528 507	74 182 404	90 081 070	15 898 666	21%

Elles sont composées de 4 items :

- Les dotations aux amortissements sur immobilisations qui progressent de 34 % avec la sortie de bâtiments pour un montant de 14 833 k€, somme que l'on retrouve en produit au chapitre 78. Le reste de la progression provient des nombreux bâtiments mis en service en 2022.
- Les dotations aux provisions qui augmentent de 982 k€ et correspondent à la progression de la provision pour congés annuels.
- Les dotations sur provision de dépréciations financières. La provision passée en 2022 concernait la dépréciation des titres de la filiale.
- Les engagements à réaliser sur les legs et dons. Le montant des dons ayant diminué en 2023, les engagements ont suivi la même évolution.



3. Le résultat de l'exercice



Le résultat de l'exercice 2023 est déficitaire de 5 293 430 euros.

Le rythme de croissance des dépenses décaissables est supérieur de 9,3 M€ à celui des recettes encaissables. Il est compensé partiellement par une progression des produits calculés supérieurs aux charges calculées de 5,6 M€.

IV- DIAGNOSTIC FINANCIER

A– La capacité d'autofinancement

La CAF (Capacité d'Autofinancement) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'Etablissement afin de couvrir ses besoins financiers.

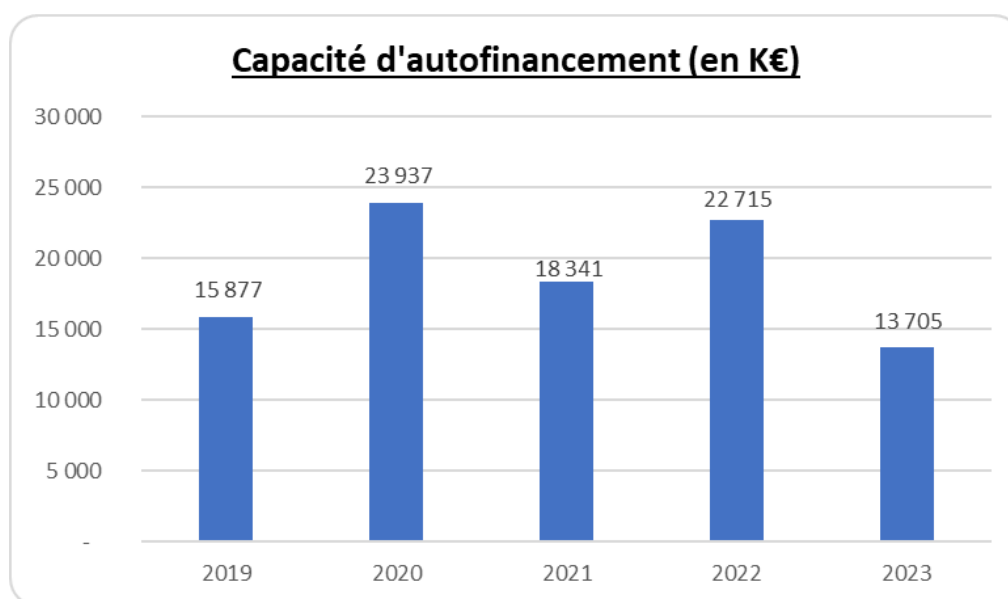
Elle mesure ainsi sa capacité à financer, sur ses ressources propres, les investissements.

Elle représente l'excédent de ressources internes dégagées par l'activité de l'Etablissement et peut donc s'analyser comme sa ressource durable.

	2019	2020	2021	2022	2023	Variation
Résultat	6 223	12 122	8 239	- 1 599	- 5 293	- 3 694
Dotations aux amortissements & provisions	63 013	60 760	63 529	74 182	90 081	15 899
QP reprises de subventions d'investissement & provisions	- 53 340	- 48 945	- 52 976	- 49 583	- 71 087	- 21 504
Cession d'éléments d'actif	- 20	0	450	286	4	289
CAF	15 877	23 937	18 342	22 715	13 705	- 9 010

La capacité d'autofinancement représente ainsi **13 705 K€** en 2023 contre **22 715 K€** en 2022. Elle a diminué de 9 010 K€.

Son niveau est en dessous de la moyenne des années précédentes.



B– L'investissement

Les recettes d'investissement

Financements externes - AGREGÉ	2019	2020	2021	2022	2023
ETAT	27 872 527	27 022 164	14 587 719	88 770 237	30 971 151
Financement des actifs mis à disposition	- 1 940 731	-	- 2 061 901	49 947 309	- 18 392 737
ETAT : BIENS MIS A DISPOSITION	- 1 940 731	-	- 2 061 901	49 947 309	- 18 392 737
Ministère Education Nationale	29 813 258	27 022 164	16 649 620	38 822 928	49 363 888
ETAT : FINANCEMENT DES AUTRES ACTIFS	29 813 258	27 022 164	16 649 620	38 822 928	49 363 888
HORS ETAT	12 763 324	12 034 101	6 824 868	5 428 447	7 786 744
Région	5 006 326	3 375 859	2 763 641	2 569 266	2 571 270
Département	1 235 275	1 873 762	555 587	1 157 758	1 136 985
Commune	5 562 774	2 974 860	- 586 829	2 907 183	856 979
Subv. Équipt autres coll. Publiques	1 211 796	2 724 181	2 927 900	- 1 631 096	2 307 533
Union Européenne	- 9 404	2 736	-	-	- 42 866
Autres organismes	- 13 825	428 647	21 452	284 849	16 407
Autres subventions d'équipement	- 229 619	654 055	1 143 117	140 488	940 437
TOTAL DES FINANCEMENTS EXTERNES	40 635 851	39 056 265	21 412 587	94 198 684	38 757 895

La baisse du financement des actifs mis à disposition correspond à la restitution des biens à l'État pour 14 833 K€ (site Méjanès et 2 préfabriqués à Luminy), le reste correspond aux sorties de composants.

Sur les financements, ceux de l'Etat augmentent de 10 540 K€ et de 2 358 K€ pour les autres financements.

Les dépenses d'investissement

Actif Immobilisé	2019	2020	2021	2022	2023
Immobilisations incorporelles	398 915	245 431	916 039	1 162 727	368 892
Logiciels acquis / créés	288 429	176 029	862 180	905 314	201 059
Autres concessions, brevets et autres immobilisations incorporelles	110 486	69 403	53 859	257 414	167 833
Immobilisations corporelles	3 899 992	61 470 779	36 405 139	- 2 211 256	29 862 476
Terrains	- 6 685 547	1 827 317	- 296 296	- 73 424 987	- 13 291 678
Constructions, agencements, installations	11 925 930	47 641 493	24 531 665	50 830 388	22 854 916
Matériels, outillages	- 763 944	195 405	2 136 662	380 802	193 868
Matériels scientifique	- 1 987 249	5 094 940	4 098 183	11 063 116	11 389 629
Collections littéraires scientifiques, artistiques	- 5 781	44 750	-	80 843	- 66 712
Matériels informatique	161 935	4 222 600	3 066 027	6 063 811	5 852 346
Autres immobilisations corporelles (mobilier, matériel de bureau et de transport...)	1 254 649	2 444 274	2 868 898	2 794 771	2 930 107
Immobilisations en cours	22 818 483	- 14 494 429	- 7 186 400	18 238 443	24 905 018
En cours d'immobilisation (23130000)	23 318 154	- 15 382 958	- 7 290 480	16 448 648	24 979 001
Avance (23810000)	- 243 270	729 623	1 365 728	1 796 865	- 168 674
En cours d'immobilisation (23xxxxxx)	- 256 401	158 906	1 261 648	- 7 069	94 691
Participations et créances rattachées à des participations	- 1 652 000	-	6 199 998	-	-
Immobilisations financières	2 337	- 3 010	1 958	- 9 585	24 459
TOTAL GÉNÉRAL	25 467 727	47 218 771	36 336 734	17 180 329	55 160 845

On retrouve les restitutions de terrain à l'État.

L'augmentation des dépenses de « constructions » correspond aux différentes mises en service effectuées en 2023.

Parmi lesquelles nous retrouvons :

- le bâtiment 5 de Saint Charles pour 9 344 K€,
- le TPR de Saint Jérôme pour 6 170 K€,
- la chaufferie centrale de Luminy pour 5 157 K€
- Polytech Luminy pour 2 008 K€.

Le matériel scientifique reste à un niveau comparable à 2022 à 11 583 K€, comme le matériel informatique à 5 852K€.

Les immobilisations en cours progressent de 8 530 K€.

Les deux plus grosses opérations sont le bâtiment de pharmacie pour 18 M€ et le bâtiment Simmar pour 14 M€.

C - Bilan fonctionnel

En observant plus attentivement la nature des postes du bilan, il est facile de les classer par ensembles : les grandes masses et de mieux comprendre les décisions prises.

- **Le cycle de financement** : AMU dispose de ressources financières à long terme composées de ses fonds propres et de ses dettes à plus d'un an. Cet ensemble de ressources est considéré comme le cycle de financement car il doit permettre l'acquisition des immobilisations.
- **Le cycle d'investissement** : Ce sont les emplois liés au cycle de financement. A quoi AMU a utilisé ses ressources financières à long terme. Ce sont les actifs immobilisés destinés à servir de façon durable dans le but de maintenir ou de développer le potentiel productif d'AMU.
- **Le cycle d'exploitation** : ce sont les emplois et ressources directement liés à l'exploitation, au fonctionnement d'AMU. L'ensemble des flux, de matières, mais aussi financiers, qui circulent entre AMU, ses fournisseurs, ses clients et ses financeurs, constitue les principaux postes du cycle d'exploitation. La dette fournisseur est une ressource tandis que l'acquisition des stocks ou les créances clients sont des besoins.
- Le cycle d'investissement et le cycle de financement correspondent au fonds de roulement (FRNG).
- Le cycle d'exploitation correspond au besoin en fonds de roulement (BFR).
- La différence entre le FRNG et le BFR correspond à la trésorerie.



1. Le Fonds de roulement

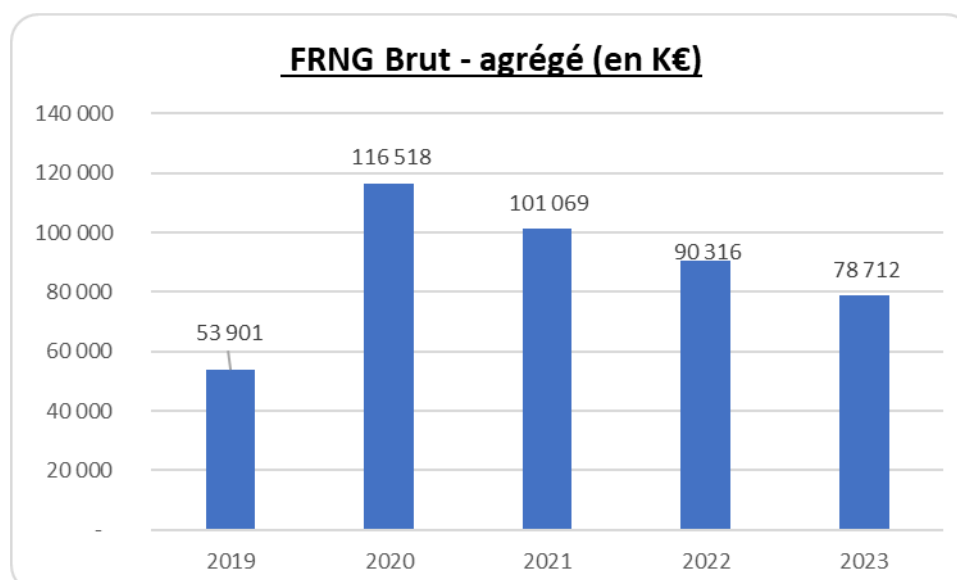
Les cycles de financement et d'investissement permettent de comprendre que les ressources financières à long terme d'AMU (fonds propres + dettes à plus d'un an) financent l'acquisition des actifs immobilisés.

Ainsi, les ressources durables sont affectées au financement des investissements.

La part non utilisée va constituer le fonds de roulement.

*Le fonds de roulement brut global s'élève au 31 décembre 2023 à **78 712 K€**.*

*La variation du fonds de roulement d'AMU est négative de **- 11 604 K€***



La variation négative du fonds de roulement net global brut de – 11 604 K€ s’explique notamment par la mise en place d’un programme pluriannuel d’investissements autofinancé mais aussi par la baisse de la capacité d’autofinancement en 2023. Il reste à un niveau confortable de 42 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.

2. Le besoin en fonds de roulement

Le cycle d’exploitation permet de comprendre que le fonctionnement de l’activité génère aussi des besoins et des ressources du fait des décalages d’encaissement et de décaissements générant un besoin permanent d’argent : le besoin en fonds de roulement (BFR).

Rappelons que le calcul du montant du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) s’effectue de la manière suivante : **Besoin en Fonds de Roulement = Stocks + Créances – Dettes à court terme**

COMPTE	INTITULE	2019	2020	2021	2022	2023	VARIATION 2022/2023 en €	VARIATION 2022/2023 en %
3	Stocks	785 801	779 527	640 491	618 592	634 379	15 788	3%
40	Fournisseurs	- 58 864 251	- 9 326 756	- 10 611 458	- 15 486 222	- 16 101 795	- 615 574	4%
41	Clients	- 2 844 638	6 658 390	6 512 533	13 316 588	9 240 791	- 4 075 797	-31%
42	Personnel	- 10 834 192	- 10 816 453	- 12 101 775	- 10 656 179	- 11 944 053	- 1 287 874	12%
43	Organismes sociaux	- 3 193 351	- 2 861 847	- 3 134 802	- 3 163 470	- 3 992 486	- 829 016	26%
44	Etat et Collectivités publiques	- 66 745 677	- 75 310 050	- 96 955 744	- 129 461 350	- 133 451 608	- 3 990 258	3%
46	Débiteurs et créditeurs divers	- 209 757	- 4 312 751	- 3 367 455	- 3 194 335	- 5 037 738	- 1 843 403	58%
47	Comptes transitoires ou d'attente	177 887	330 034	14 055	352 889	78 258	- 274 631	-78%
48	Comptes de régularisation	- 3 167 194	- 3 300 465	- 3 802 374	- 3 071 263	- 3 783 485	- 712 222	23%
49	Dépréciation des comptes de tiers	- 3 704 719	- 2 836 004	- 1 006 187	- 4 085 842	- 4 304 661	- 218 820	5%
TOTAL		- 148 600 091	- 100 996 375	- 123 812 716	- 154 830 590	- 168 662 397	- 13 831 807	9%

Le BFR d’AMU est négatif de 168 662 K€ en diminution de 13 832 K€.

Le BFR est négatif lorsque le passif circulant est supérieur à l’actif circulant.

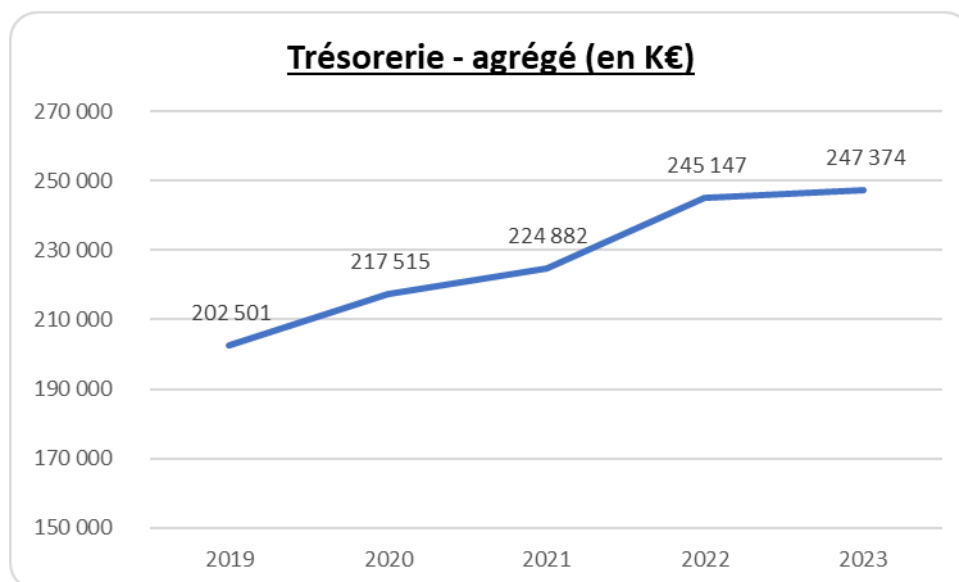
Le niveau très bas du besoin en fonds de roulement s’explique principalement par le versement des avances par les collectivités publiques et l’état (compte 44). Les grandes composantes sont les suivantes :

- **La recherche** avec 55 927 K€ d’avances sur des contrats ANR,
- Les avances pour des financement de **Doctorants** représentent 4 740 K€,
- **Amidex**, les avances de 5 projets France 2030 sont supérieures à 5 M€,
 - CISAM+ pour 9 273 K€,
 - TIGER pour 9 045 K€,
 - IC CENTURI pour 8 931 k€,
 - IDEAL pour 7 379 K€ dont 3 800 K€ en 2023,
 - PIONEER pour 6 770 K€,
- **Le plan de relance** : le stock des avances est constitué principalement de :

- Rénovation Façades Pharmacie pour **14 863 K€** dont 12 281 K€ encaissés en 2023.
- Création du Centre de Simulation Médicale de Marseille SIMMAR pour **11 151 K€** dont 9 975 K€ encaissés en 2023.

3. La trésorerie

La Trésorerie (T) = Fonds de roulement (FR) – Besoin en fonds de roulement (BFR).



La trésorerie de l'établissement continue à s'améliorer, le besoin de fonds de roulement compensant la baisse du fonds de roulement.

4. Les ratios et autres indicateurs

Pour le suivi et l'analyse des comptes, il est recommandé de prendre appui sur des indicateurs et ratios de manière à faciliter la lecture des enjeux, suivre l'évolution de la situation financière dans le temps et, le cas échéant, effectuer des comparaisons.

RATIO SCSP /PRODUITS ENCAISSABLES						
en M€	2019	2020	2021	2022	2023	seuil d'alerte
SCSP	509	515	523	537	564	> 87 %
Produits encaissables	745	641	657	699	732	
RATIO	68,42%	80,24%	79,62%	76,84%	76,99%	
Le poids relatif de la SCSP par rapport aux recettes encaissables. Plus le ratio augmente, plus l'établissement est dépendant de la SCSP.						

RATIO RESSOURCES PROPRES /PRODUITS ENCAISSABLES						
en M€	2019	2020	2021	2022	2023	seuil d'alerte
Ressources propres	241	137	148	171	183	< 13%
Produits encaissables	745	641	657	699	732	
RATIO	32,42%	21,42%	22,53%	24,47%	25,04%	
Degré de dépendance de l'établissement aux subventions de service public versées par l'Etat						

RATIO CHARGES DECAISSABLES /PRODUITS ENCAISSABLES						
en M€	2019	2020	2021	2022	2023	seuil d'alerte
Charges décaissables	622	622	639	675	718	100,0%
Produits encaissables	745	641	657	699	732	
RATIO	83,56%	96,93%	97,23%	96,63%	98,08%	
Plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est élevé. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.						

RATIO CHARGES DE PERSONNEL /PRODUITS ENCAISSABLES						
en M€	2019	2020	2021	2022	2023	seuil d'alerte
Charges de Personnel	518	525	539	560	588	> 83%
Produits encaissables	745	641	657	699	732	
RATIO	69,53%	81,79%	81,99%	80,12%	80,34%	
Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.						

RATON FONDS DE ROULEMENT EN JOURS						
en M€	2019	2020	2021	2022	2023	seuil d'alerte
fonds de roulement	54	117	101	90	79	>30 jours
charges décaissables	622	622	639	675	718	
RATIO	31,62	68,40	57,72	48,82	40,01	

ANALYSE RESSOURCES ENCAISSABLES LIBRES CONSACREES A LA MASSE SALARIALE	
Analyse 2023	Analyse 2022
DEPENSES MS TOTALES	DEPENSES MS TOTALES
586 244 178 €	561 512 488 €
RECETTES FLECHEES MS	RECETTES FLECHEES MS
566 055 291 €	527 768 083 €
MS A FINANCER SUR RECETTES FONCTIONNEMENT NON FLECHEES MS	MS A FINANCER SUR RECETTES FONCTIONNEMENT NON FLECHEES MS
20 188 888 €	33 744 405 €
TOTAL RESSOURCES ENCAISSABLES	TOTAL RESSOURCES ENCAISSABLES
732 209 434 €	709 759 000 €
MONTANT DES RESSOURCES ENCAISSABLES « LIBRES » (hors MS)	MONTANT DES RESSOURCES ENCAISSABLES « LIBRES » (hors MS)
166 154 143 €	181 990 917 €
PART DES RESSOURCES ENCAISSABLES « LIBRES » CONSACREES A LA MS	PART DES RESSOURCES ENCAISSABLES « LIBRES » CONSACREES A LA MS
12%	19%

Explication de la baisse de la part des ressources encaissables "libres" consacrées à la Masse Salariale	
Nous avons une hausse de la SCSP de 25,7M€ alors que la Masse salariale augmente de 24,73 M€ entre 2023 et 2022, car le financement du point indice en juillet 2022 a été fait en totalité en 2023,	
De plus nous avons des recettes sans dépenses en face comme => le Comp en recette 6,55M€ / DIU Inspe 1M€ etc....	
Si nous supprimons les éléments ci dessus (COMP / Part du point indice 2022 + Inspe) nous arrivons à un montant de 19% => cohérent avec 2022	